



# La Gazette Royale

Périodique fondé en 1957 - Nouvelle série trimestrielle - Le numéro : 4,50 euros - Abonnement : 15,00 euros

## *Ça peut s'arranger !*

“Ayons le courage de le dire aux Français, ça ne va pas s'arranger”, nous a prévenus Nicolas Sarkozy sur RTL, ce 27 mai, après sa brève visite matinale à Rungis. Il parlait alors du prix du pétrole et s'adressait à “la France qui travaille, qui se lève tôt”.

Et le Président de proposer des mesures palliatives, entre autres, de consacrer les recettes supplémentaires de l'État sur les produits pétroliers à la constitution d'un fonds pour venir en aide aux Français les plus touchés.

Tout comme en ce qui concerne la crise de la pêche, le gouvernement de la République ne voit d'autre solution aux problèmes posés que la mise en place de nouvelles subventions...

Des subventions, c'est-à-dire des aides qui, par leur existence même, laissent entendre que les activités professionnelles pratiquées par les “subventionnés” ne sont pas économiquement rentables et les transforment en “assistés” !

Les pêcheurs, comme les autres Français, ne demandent pas la charité. En revanche, ils ont un besoin pressant de charité, de la vraie, celle dont saint Thomas traite dans la *Somme* et qu'il définit comme “une certaine amitié de l'homme à Dieu”. Elle, seule, permet d'orienter réellement la société vers le Bien commun.

Nous autres, légitimistes, savons que “ça peut s'arranger”, non pas, nécessairement sur le front précis des prix pétroliers, mais sur l'ensemble des relations sociales en France.

***Vive le roi Louis XX ! Vive la reine Marie-Marguerite !***

*Dominique Coudé*

## *Une nouvelle pierre philosophale : l'Europe de la Défense*

Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2008, la France exercera la présidence tournante de l'Union européenne, et M. Nicolas Sarkozy entend bien marquer cette présidence de son sceau. Au premier chef, il serait question de relancer les discussions sur l'Europe de la Défense et, en prévision de la réintégration en 2009 de la France dans la structure militaire intégrée de l'Alliance atlantique, de parvenir à des résultats tangibles, afin que le vieux continent ne soit plus sous la "dépendance" des États-Unis d'Amérique. Le moment peut sembler favorable, car Washington chercherait à être soulagé de l'engagement de l'OTAN au Kosovo et en Afghanistan. Par ailleurs, quel que soit le futur président américain - et d'autant plus s'il se nomme Barak Obama -, la politique américaine devrait s'impliquer plus directement en Afrique, une façon comme une autre peut-être de faire pièce à la République populaire de Chine. L'aval qu'aurait donné au récent sommet de Bucarest de l'Alliance atlantique le Président George W. Bush à la politique "pro-défense européenne" de M. Sarkozy a aussitôt excité les curiosités et rendu optimistes les diplomates français. Tout nouveau, tout beau... peut-être.

En fait, avant de parler d'un pilier européen de l'Alliance atlantique, il semble que les USA s'en tiennent à une position qu'ils ont maintes fois exprimée, à savoir que les États-membres de l'Union européenne augmentent de façon significative leur budget militaire. Pour citer le quotidien libéral de Genève *Le Temps*, ce point de vue a été confirmé en février dernier à Londres par l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, Mme Victoria Nuland. Et dans un long article consacré à la politique européenne de notre pays, *The Wall Street Journal Europe* (12.03.2008) reproduit les propos de Mme Nuland à la London School of Economics : "Nous savons que si les Européens investissent dans leur propre défense, ils seront également plus forts et plus capables lorsque nous nous déploierons ensemble." Le quotidien américain ajoute que selon certains analystes, des partenaires européens de la France souhaiteraient que Paris prenne ses distances de Washington. Dans de telles conditions, une politique européenne de Défense peut apparaître comme un vœu pieux de l'Élysée, surtout si nous ne montrons pas l'exemple en matière d'augmentation de notre budget militaire, comme des rumeurs le laissent soupçonner. Nouvelle pierre philosophale des chancelleries, l'Europe de la Défense telle qu'elle se dessine actuellement consiste à additionner des faiblesses sans stratégie cohérente commune.

Pour le Royaume-Uni, l'OTAN a fait ses preuves et continue à faire ses preuves pour la défense des intérêts britanniques. Pour les Français, il n'en est peut-être plus de même dans l'optique de la guerre "préventive" à laquelle s'est rallié le Président George W. Bush. Certes, cet homme politique américain doit céder son bureau en janvier prochain, mais rien ne dit que son successeur, même s'il s'agit d'un Démocrate, reviendra à une politique de simple défense des intérêts américains. Dans ces conditions, il faut regretter la hâte avec laquelle semblent vouloir agir M. Sarkozy et ses conseillers. Au risque de paraître démodé, puisque le pape Benoît XVI vient de plaider à la tribune de l'ONU pour le devoir d'ingérence, je crois que nous nous fourvoyons en ne militant pas pour rendre à l'Alliance atlantique son caractère purement défensif. En dehors de toute autre considération, une Europe de la Défense ne peut se concevoir que si elle veut défendre des frontières et non pas se mêler de tout et du reste.

Si l'OTAN a fait ses preuves, c'est face à la surpuissance soviétique et non au Kosovo. Fondée le 4 avril 1949 après le "coup de Prague", l'Alliance atlantique a tenu bon, non seulement grâce à l'engagement atlantique de la République fédérale d'Allemagne mais aussi grâce au consensus des nations d'Europe de l'Ouest. Je crains fort que la nouvelle stratégie des USA ne porte en elle, soit une faiblesse stratégique de cette organisation, soit une prime à toutes les aventures, que l'Europe de la Défense voie ou non le jour, c'est-à-dire une Europe de la Défense de l'Irlande aux États baltes. Seule la surpuissance américaine cache cet état de fait, alors que l'impuissance des Européens ne peut que les inciter à faire aveuglément confiance à la Maison Blanche, au Pentagone ou au Département d'État.

En conclusion, je crois que la politique française, plutôt que de rêver d'une défense "européenne" de Dublin à Tallinn, devrait œuvrer pour remettre l'Alliance atlantique sur des bases solides. La coopération de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, États qui ont refusé de se fourvoyer en Irak, devrait être recherchée, comme première ébauche d'un secrétariat intégré de l'Europe de l'Ouest. Sans faire de châteaux en Espagne, un tel secrétariat serait plus utile à l'équilibre du vieux continent que l'élargissement sans freins de l'Alliance atlantique, élargissement sans freins dont l'Europe de la défense telle qu'elle est actuellement en discussion ne peut être qu'un adjuvant.

Fait le 24 avril 2008  
*Pierre Campguilhem*

## “Si un aveugle conduit un autre aveugle...”

“Les informations géologiques que nous avons pu rassembler sur la région nous indiquent qu’il n’y a guère d’espoir de trouver du pétrole au Koweït ou à Bahreïn... la presque île arabe dans son ensemble n’a aucune perspective pétrolière.”

Un groupe de géologues britanniques en 1924<sup>1</sup>

Peu de spectacles actuels sont plus étonnants que le mouvement perpétuel de ces cohortes d’“experts”, de “consultants” et autres “sachants”, auxquels recourent les “décideurs” de notre monde. Pourtant, cette accumulation de compétences supposées ne semble guère améliorer la qualité des décisions, ni la pertinence des anticipations. Les problèmes d’aujourd’hui sont-ils devenus trop complexes, ce qui motiverait le recours aux experts, ou bien n’est-ce pas l’intervention des experts qui rend compliquées les choses simples et les affaires humaines de moins en moins maîtrisables ? Des mois, des années se passent en conciliabules, en audits, en rapports, en réunions diverses, pour aboutir à des décisions qui interviennent souvent trop tard, et qui, faute d’avoir su prendre en compte les facteurs clés - ceux que le bon sens et l’absence de parti pris suffisent souvent à déceler - produisent des résultats contraires à ceux qui étaient escomptés.

Par exemple, la fin de l’année 2007 a vu la publication de rapports annuels - Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, etc. - sur l’activité économique mondiale et les prévisions pour l’année suivante, selon les différents ensembles géographiques. L’Afrique s’est alors vu décerner

des témoignages de satisfaction pour avoir, une année encore, poursuivi son développement économique avec un taux de croissance supérieur à 5%. Pour les spécialistes de la Banque Mondiale, il ne faisait alors aucun doute qu’une véritable révolution s’opérait en Afrique et l’un d’eux, “très largement optimiste”, ajoutait : “Pour la première fois depuis près de trente ans, nous avons pu voir un grand nombre de pays africains entrer dans la voie d’une croissance continue, à un taux semblable à celui du reste du monde développé, et même supérieur à celui des pays les plus développés”<sup>2</sup>. De là à affirmer que l’Afrique allait voler au secours d’une économie mondiale mise à mal par la crise partie des USA, il n’y avait qu’un pas, rapidement franchi par ceux, nombreux, qui font profession de dire aux Africains ce qui les flatte et non pas ce qui pourrait leur être utile<sup>3</sup>.

On ne s’attardera pas sur le caractère trompeur de statistiques officielles qui additionnent les carpes et les chevaux ! Ainsi, quelle signification donner à un taux de croissance obtenu en intégrant dans un même ensemble des économies et des sociétés aussi différentes que les Seychelles<sup>4</sup> et l’île Maurice d’un côté, et d’un autre côté l’Érythrée

ou encore la RD du Congo<sup>5</sup> ? De même, on peut se féliciter, comme nos experts, de voir s’accroître le flot des investissements directs qui viennent se placer en Afrique, signe d’une confiance et d’un intérêt nouveau pour l’avenir du continent, mais encore faudrait-il préciser que les heureux bénéficiaires de cette manne sont avant tout les pays producteurs de pétrole - Algérie, Nigeria, Gabon, Guinée Équatoriale<sup>6</sup>, etc. - déjà favorisés par l’explosion du prix de l’or noir.

Alors que la mauvaise conscience occidentale trouvait enfin un soulagement dans les pronostics des experts sur l’avenir du continent africain, surgit “la crise alimentaire”, c’est-à-dire l’explosion du prix des produits alimentaires de base auxquels recourt la majorité de la population africaine. Ainsi, entre mars 2007 et mars 2008, le prix du maïs a augmenté de 31%, celui du riz de 74%, celui du blé de 130%, etc. On ne saurait sous-estimer l’impact de ces hausses sur la vie quotidienne des masses pauvres : si, dans les pays développés comme la France, la part de l’alimentaire dans le budget des ménages se situe entre 10 et 20%, il s’élève en moyenne à 75% dans les populations pauvres du continent africain. Les populations les plus atteintes sont celles d’États qui doivent déjà faire face à la facture pétrolière et qui, faute de res-

1) Cité par Bechir Ben Yahmed in *La guerre du pétrole*. Éditorial *Jeune Afrique* n° 2472 du 25-31 mai 2008.

2) John Page, responsable du secteur Afrique à la BM. Source : site BBC NEWS/Africa 14 novembre 2007.

3) Voir *Afrique-Asie* : Le Sud au secours de l’économie mondiale. Mars 2008, p. 76.

4) Revenu brut par habitant supérieur à 8 000 \$.

5) Revenu brut par habitant de 130 \$.

6) L’ancienne colonie portugaise est un pays entièrement sous-développé mais dont le revenu brut par habitant dépasse 8 000 \$... Étant entendu que ledit habitant ne voit jamais la couleur de cet argent, à moins d’être proche des cercles du pouvoir.

sources suffisantes, n'ont pas les moyens d'importer le riz, le sucre, le lait en poudre ou l'huile à leurs nouveaux cours mondiaux<sup>7</sup>. Ce renchérissement brutal du coût de la vie va déboucher sur une succession d'"émeutes de la faim", selon la formule-choc lancée par les médias pour faire pleurer Margot devant sa télévision<sup>8</sup>. Émeutes à Dakar, à Bobo Dioulasso, à Abidjan, à Douala, à Madagascar comme en Somalie ou en Égypte. Émeutes xénophobes en Afrique du Sud où des milliers de réfugiés en provenance du Zimbabwe et du Mozambique vont devoir s'enfuir en toute hâte<sup>9</sup>.

Comment un phénomène d'une telle ampleur a-t-il pu se produire sans être anticipé ou sans qu'un dispositif sérieux n'ait été mis en place, en dehors du sempiternel et contre-productif recours à l'aide alimentaire internationale ?<sup>10</sup> Ayant écarté comme dénuée de valeur explicative la trop commode variable climatique, car ce n'est pas d'aujourd'hui que les années de vaches maigres et celles de vaches grasses se succèdent, il est alors tentant d'invoquer, de façon non moins commode, "la Spéculation", les "Accapareurs" pour parler comme nos Jacobins. En réalité, la spéculation ne fait qu'amplifier des mouvements qu'elle ne crée pas. Son "génie" est précisément de faire ce que les "experts" ne font pas : déceler avant les autres les tendances souterraines qui vont émerger au grand jour, se positionner, sans attendre, sur les marchés, après avoir calculé les conséquences que ce

mouvement spéculatif, en se généralisant, va entraîner.

En fait, l'origine de la crise actuelle réside dans un mécanisme élémentaire : la confrontation entre une croissance forte de la demande de produits alimentaires et une production mondiale restée stationnaire, voire en régression. Du côté de la croissance de la demande, trois facteurs ont joué à plein, tous aisés à isoler et à intégrer dans des analyses et qui n'auraient pas dû échapper à l'œil avisé des experts.

a) La croissance de la population mondiale en général et africaine en particulier. Ainsi, on estime que l'Afrique comptait 130 millions d'habitants en 1900, 220 en 1950 et 767 en 1999, soit une croissance de 5,9% par an au cours du siècle écoulé, avec une nette accélération au cours du second demi-siècle, conséquence notamment des campagnes de vaccinations systématiques entreprises dès l'époque coloniale.

b) Le décollage économique très rapide de l'Inde et de la Chine, qui représentent à elles deux près de 40% de la population mondiale, a également contribué à une très forte croissance de la demande de produits alimentaires, non seulement traditionnels comme le riz ou le soja, mais également des produits de boucherie, entraînant une tension sur les prix des produits alimentant le bétail<sup>11</sup>. En

Afrique, l'explosion de la démographie urbaine et la formation d'une classe moyenne ont entraîné des changements profonds quant aux habitudes alimentaires, les produits traditionnels étant délaissés au profit des modes de consommation occidentalisés. En bref, la baguette parisienne remplace la galette de sorgho, mais les coûts de production ne sont pas les mêmes, surtout lorsque la farine est importée.

c) Enfin, la demande de produits alimentaires ne cesse d'être poussée vers le haut par le nouvel engouement des pays occidentaux - l'Union européenne en particulier - pour les bio-carburants fabriqués à partir des mêmes produits alimentaires de base que ceux indispensables à la survie des populations les plus démunies. Compte tenu du fait que 800 millions de personnes restent sous-alimentées dans le monde et que la population mondiale ne cesse d'augmenter - 9 milliards prévus en 2050 - est-il raisonnable d'utiliser les terres arables disponibles pour répondre à des besoins énergétiques alors que les besoins alimentaires ne sont pas satisfaits ? D'autant que le recours aux bio-carburants demande énormément de terres, lesquelles, pour l'Europe, ne peuvent se trouver qu'en Afrique<sup>12</sup>.

Au moment des indépendances, il y a cinquante ans, la plupart des pays africains étaient en situation d'autosuffisance alimentaire. Aujourd'hui, le Maroc importe 8 fois plus de blé qu'en 1961, le Cameroun 30 fois plus d'huile de palme,

7) En janvier 2008, à Conakry, le prix du pain est passé de 0,15 € à 0,26 €, soit 80% d'augmentation. ☉ un petit fonctionnaire, dans ce pays, gagne, quand il est payé, 22 € par mois.

8) En réalité, les prix augmentaient depuis un certain temps déjà sans que l'attention des médias et des experts s'y attachent. Ce n'est qu'à partir du moment où des émeutes vont se déclencher dans différents pays que les docteurs Diafoirus vont découvrir "la crise".

9) Le gouvernement sud-africain, conscient du préjudice causé à l'image du pays de Nelson Mandela par ces violences, s'est empressé de déployer l'armée pour mettre un terme à ces pogroms qui ont causé des dizaines de morts. Quant à monsieur Mandela, il ne s'est toujours pas exprimé sur le sujet.

10) Il y a pourtant longtemps que Confucius a dit : "*Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner un poisson*". Et monsieur de La Palisse aurait dit que chaque fois que l'on réagit "en urgence", c'est que l'on n'a rien prévu.

11) La consommation annuelle de viande pour un Chinois est passée de 20 à 50 kilos en l'espace d'une génération.

12) La satisfaction des seuls besoins français en bio-carburants nécessiterait 20 millions d'hectares, soit 3 millions de plus que l'ensemble des terres cultivables de l'Hexagone. Le grand rêve européen est de récupérer, au profit de ses besoins en bio-carburants, une partie notable des 400 millions d'hectares de terre arable du continent africain.

le Gabon 250 fois plus de viande de poule, etc. Trois facteurs sont à l'origine de l'insuffisance de l'offre locale.

a) On observe, tout d'abord, sur plusieurs décennies une raréfaction simultanée des terres disponibles et de la main d'œuvre pour la cultiver. Érosion des sols, désertification se combinent avec la désaffection pour le travail de la terre, pour la vie rurale, ce qui débouche sur des migrations urbaines massives<sup>13</sup>. Les deux facteurs se conjuguent pour restreindre les capacités de croissance de l'agriculture africaine, dans les secteurs vivriers.

b) A l'époque de la colonisation, il existait, dans tous les territoires dépendant de la souveraineté française, de véritables politiques en matière de développement agricole, mises en œuvre par les services administratifs compétents placés sous les ordres des gouverneurs. Dès les indépendances, les gouvernements africains ont été fascinés par le développement industriel et le développement du "modèle" occidental, et ils ont été encouragés dans cette voie par les politiques de coopération et, plus encore, par les principaux bailleurs de fonds internationaux. Priorité donc aux mines, aux industries et aux gratte-ciels.

Conséquence : alors qu'en Afrique sub-saharienne 75% de la population vit encore dans les zones rurales, 4,4% seulement des budgets publics annuels ont été consacrés, au cours des années écoulées, au développement agricole et à l'amélioration de la culture, du stockage et de la circulation des semences et des récoltes.

c) Pour autant que les institutions internationales se soient intéressées au développement du secteur agricole européen, elles ne l'ont fait qu'à la lumière d'un seul critère, la rentabilité. L'essentiel des subventions et des encouragements ont été détournés au seul profit des cultures d'exportation - comme le café, la noix de cajou, le coton ou le cacao - au détriment des cultures vivrières de base, au motif qu'il était plus avantageux - à l'époque, bien sûr - d'acheter les produits vivriers sur le marché mondial que de les produire localement et de les subventionner. Ainsi, lors des multiples politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la BM, les besoins alimentaires des populations africaines ont été sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire.

Finalement, ce que nos experts viennent de découvrir, c'est qu'aucun pays ne peut durablement se développer s'il ne dispose d'une véritable agriculture qui lui assure, ou presque, l'auto-suffisance alimentaire. Mais, notre bon Sully, cet expert du sens commun tout comme son roi Henri IV, disait-il autre chose il y a plus de 400 ans ? Pour autant, n'attendons pas de *mea culpa*, car par définition, un "expert" ne se trompe jamais et, pris en défaut, il lui suffit de "rebondir". Que fait un augure quand ses prédictions sont démenties par les faits ? Il retourne le tableau et annonce gravement que ceux qui voient dans la crise alimentaire actuelle une catastrophe se trompent, c'est une chance formidable. C'est la chance de pouvoir enfin réaliser en Afrique une "révolution verte" à l'image du Vietnam, de l'Inde ou du Mexique des années 1970-1990. Reste que l'unanimité sur ce sujet n'existe pas et que le débat, en "experts", sur les possibilités et les avantages d'une "révolution verte" en Afrique est loin d'être clos !<sup>14</sup> Quant aux effets positifs éventuels d'une telle "révolution", il faudra attendre encore quelques décennies...

*Saint Martin Betuy*

13) En cinquante ans, la population de Dakar a été multipliée par 10, celle de Conakry par 20.

14) Voir sur le site "Noolithic", l'article intitulé : *Une révolution verte pour l'Afrique ?*

## ***Le Liban au bord de l'embrasement***

Depuis de nombreux mois, le Liban subit un blocage politique avec en arrière-plan une reprise des violences entre les différentes communautés et partis politico-religieux. Le mois de mai a vu les tensions s'élever d'un cran supplémentaire, et des combats ont éclaté à Beyrouth et dans les zones montagneuses du nord du pays entre milices pro et anti-gouvernementales. Les chrétiens des deux côtés, que ce

soit les pro-gouvernementaux comme le parti Kataëb ou les Forces libanaises de Samir Geagea, ou les opposants comme les militants du MPL de Michel Aoun, sont pour l'instant restés à peu près à l'écart de ces affrontements qui ont fait 65 morts en une semaine. Ces heurts meurtriers ont principalement impliqué les musulmans qui soutiennent le bloc gouvernemental de

Fouad Siniora (Sunnites de Saad Hariri ainsi que Druzes fidèles de Walid Djoumblat) contre leurs opposants pro-syriens et pro-iraniens (Chiites du Hezbollah et du parti Amal mais aussi une partie des Druzes).

Le Hezbollah est le seul groupe libanais à ne pas avoir désarmé après les accords de Taëf en 1989 qui avaient permis de mettre fin à la

guerre civile débutée en 1975. La raison invoquée pour ne pas se soumettre à ces accords était la poursuite de la lutte contre Israël et le fait que le Hezbollah s'est alors autoproclamé comme mouvement de résistance pour l'ensemble du Liban. Mais qui peut en être vraiment dupe. Le Hezbollah sert évidemment ses intérêts et ceux de ses appuis syriens et iraniens et, d'ailleurs, il n'est pas loin le temps où son chef, Nassan Nasrallah, affirmait clairement sa volonté d'établir une république islamique au Liban. Ses réclamations plus récentes, pour obtenir une soi-disant meilleure représentativité des différentes communautés libanaises, sonnent donc on ne peut plus faux. Et les événements actuels montrent que ses moudjahidines n'hésitent pas à se servir de leurs armes contre d'autres Libanais quand ceux-ci sont de l'autre camp.

C'est ainsi que le 8 mai dernier, ils ont pris le contrôle des quartiers ouest de Beyrouth et de l'aéroport. Cela a porté un rude coup au gouvernement puisque la plupart des médias le soutenant ont leur siège dans ces quartiers, et ont été alors réduits au silence. L'armée n'a pas pris le risque de s'interposer, la conscription faisant de ses troupes une mosaïque confessionnelle à l'image du pays, susceptible de se fracturer au moindre faux pas et risquant d'entraîner le pays dans une guerre civile totale comme il y

a 33 ans. La principale revendication du Hezbollah et de ses alliés est l'organisation de nouvelles élections législatives et la formation d'un gouvernement dans lequel ils auraient un droit de blocage. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la dénonciation par le gouvernement du noyautage de l'administration de l'aéroport par le Hezbollah et la mise en place d'un réseau de surveillance vidéo propre au parti chiite, cela dans le contexte des dernières résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui demandent une nouvelle fois son désarmement. Le gouvernement ordonnait alors que l'officier supérieur en charge de la sécurité de l'aéroport soit relevé de ses fonctions. Deux jours plus tard, une manifestation pour une hausse des salaires annulée au dernier moment dégénérait en combats de rue entre les partisans pro et anti-gouvernementaux. C'était là l'origine des combats des jours suivants qui ont vu des échanges de tirs d'armes lourdes, notamment mortiers et lance-roquettes.

Pour enrayer ces violences, majorité et opposition ont décidé d'entamer un dialogue le 15 mai à Doha, au Qatar. Ce dialogue, proposé par la Ligue arabe, a pour but d'extirper le Liban d'une crise datant de la fin 2006 au moment de la démission des six ministres pro-syriens du gou-

vernement Siniora. Les médiateurs qataris ont commencé par proposer aux principaux chefs rivaux libanais la formation d'un gouvernement d'unité nationale de 30 ministres : 13 pour la majorité, 10 pour l'opposition et 7 à choisir par le président qui reste à élire. Mais une telle répartition des postes a déjà été rejetée dans le passé par l'opposition qui exige plus du tiers des ministères. La proposition qatarie a aussi suggéré d'inclure dans le communiqué final de la conférence de Doha une clause sur des garanties contre tout usage des armes à des fins politiques internes. Bien que le Hezbollah ait exclu tout débat sur son armement, le gouvernement voudrait aboutir à un compromis sur ce sujet explosif.

Cette conférence peut-elle enfin résoudre la crise libanaise ? La séance du Parlement chargée de l'élection du président ayant déjà été reportée à dix-neuf reprises, exacerbant davantage les tensions, une nouvelle séance est prévue pour le 10 juin. L'élection d'un président de consensus serait peut-être un début de sortie de crise. Un début seulement, car, outre le problème supplémentaire des camps de réfugiés palestiniens (qui reste entier), seule la marche vers un État-nation débarrassé de ses logiques communautaristes peut amener une paix durable aux Libanais.

*D. Favas*

### *Sites Internet à visiter :*

[www.uclf.org](http://www.uclf.org) (site de l'UCLF).

[www.monarchie-fr.org](http://www.monarchie-fr.org) (site uclf).

[www.viveleroy.fr](http://www.viveleroy.fr) (site uclf).

[www.cercle-henri4.com](http://www.cercle-henri4.com) (site du cercle légitimiste du Béarn).

[www.royauté.org](http://www.royauté.org) (site de l'Institut de la Maison de Bourbon).

[www.guy-auge.ifrance.com](http://www.guy-auge.ifrance.com) (site de l'Association des Amis de Guy Augé).

## *Quelques nouvelles sur la politique américaine.*

L'interminable lutte entre Hillary Clinton et Barak Obama pour être désigné comme candidat du Parti Démocrate à l'élection du 4 novembre 2008 semble avoir paralysé la vie politique des États-Unis d'Amérique. Les quelques nouvelles qui suivent devraient indiquer quels dossiers aura à traiter le futur Président américain.

### **Varsovie/Washington**

Le gouvernement polonais se fait prier pour parvenir à un accord avec les USA sur le dossier de la défense antimissiles. Alors que les Tchèques, autre partie prenante dans cette affaire, seraient parvenus à un accord avec l'administration américaine, Varsovie insisterait afin qu'avant toutes choses, un accord soit trouvé en vue d'une aide militaire des USA à la Pologne. Les négociateurs américains soulignent qu'il s'agit là de deux problèmes bien distincts, ce que personne ne veut croire. Un échec des négociations n'est pas exclu. 08.05.2008.

### **Commandement militaire**

Le général David Petraeus a été nommé par le Président George W. Bush chef du "commandement central" pour le Moyen-Orient. Dans ses attributions, le général Petraeus aura aussi le commandement des troupes dans une partie de l'Asie et de l'Afrique. Il était jusqu'à maintenant commandant des forces des USA en Irak. Cette nomination a été rendue nécessaire par la démission de l'amiral William Fallon, qui en tant que chef du commandement central aurait conseillé au Président Bush d'envisager une guerre contre l'Iran. 23.04.2008.

### **Islamabad/Washington**

Selon l'*International Herald Tribune*, les militaires américains feraient pression sur l'administration civile afin que des combats soient menés au Pakistan dans les zones tribales, qui serviraient de refuge aux talibans. Le Départe-

ment d'État ne serait pas enthousiaste devant une telle aggravation des combats dans la région, vu que la diplomatie américaine ne voudrait pas créer de difficultés supplémentaires à la nouvelle majorité politique du Pakistan. 21.04.2008.

### **Russie/USA**

Les négociations entre George W. Bush et Vladimir Poutine, menées début avril sur les bords de la Mer Noire à Sochi après le sommet de l'OTAN à Bucarest, n'ont rien donné. Il y fut à nouveau question de la défense antimissiles. D'après le conseiller américain à la sécurité nationale, M. Stephen Hadley, le dossier sera à la charge des deux successeurs de ces hommes politiques. 07.04.2008.

### **Guantanamo**

Le fait est assez rare pour qu'il mérite d'être noté. Cinq anciens Secrétaires d'État américains (Powel, Kissinger, Baker, Christopher et Albright) ont demandé conjointement la fermeture du camp américain de Guantanamo sur l'île de Cuba, où sont incarcérés des individus soupçonnés de terrorisme islamiste. Selon les cinq signataires de cet appel, il en va du prestige à l'étranger des USA. Par ailleurs, ces cinq personnalités réclament l'ouverture de négociations entre les USA et l'Iran. 27.03.2008.

### **Corée du Nord/USA**

Une longue dépêche de l'Agence France-Presse, datée de Genève, fait le point sur les négociations entre Pyongyang et Wa-

shington sur le dossier du nucléaire nord-coréen, qui sont de nouveau dans l'impasse. Aux dernières nouvelles, la Corée du Nord aurait accepté de fournir des éléments écrits sur l'état d'avancement de son programme nucléaire militaire. 13.03.2008.

### **Déficit américain**

Lourdement grevé par l'augmentation des dépenses pour la sécurité intérieure et extérieure, c'est-à-dire des dépenses militaires, le budget des États-Unis d'Amérique devrait afficher, en 2009, un déficit de 407 milliards de dollars, qui pourrait encore augmenter si les rentrées fiscales ne sont pas au rendez-vous vu le ralentissement de l'économie américaine. De 594 milliards en 2007 et une estimation de 656 milliards en 2008, les dépenses militaires pourraient grimper à 730 milliards de dollars en 2009. Il faut savoir que les dépenses militaires ne sont pas soumises à une loi votée par le Congrès et que le Président George W. Bush n'a pas pratiqué la recherche d'un accord avec les partis dans le domaine budgétaire. Préoccupant aussi est l'augmentation du service de la dette publique qui devrait atteindre 260 milliards de dollars en 2009. L'année fiscale 2001 s'était achevée à la fin de la présidence de Bill Clinton avec un excédent budgétaire de 128 milliards. Depuis, le budget a toujours été en déficit. Les observateurs pensent que la promesse de l'actuelle administration de revenir à un excédent en 2012 exprime plus "un espoir que le sens des réalités". 04.02.2008.

*P.C.*

### Cécilia ex-Sarkozy se remarie

Réception, ce dimanche de Pâques, dans le Rainbow Room du Rockefeller Center de New York, à l'occasion du mariage de l'ex-épouse de Nicolas Sarkozy et du publicitaire Richard Attisa. La liste de mariage était disponible sur le site Internet du Bon Marché. Peut-être l'est elle encore ! 23.03.08.

### Déficit public en hausse

Le déficit public de la France a atteint 2,7% du PIB en 2007, alors que le gouvernement prévoyait 2,4%. Au micro de RTL, Eric Woerth, ministre du Budget, a imputé ce décalage à la hausse des dépenses des collectivités locales et à un "retraitement comptable" par les "autorités bruxelloises". Pour 2008, le gouvernement a révisé son objectif en prévoyant un déficit de 2,5% du PIB au lieu des 2,3% initialement prévus. 28.03.08.

### Chère flamme olympique !

D'après *Le Figaro*, le passage de la flamme olympique à Paris, le 7 avril, aurait coûté plus de 400 000 € au contribuable français. Selon ce quotidien, il aurait mobilisé : vingt-trois unités des forces mobiles, un hélicoptère, trois vedettes fluviales, soixante-cinq motos, cinquante véhicules inférieurs à 3,5 tonnes, cinquante camions... 08.04.08.

### Ministres indisciplinés !

Lors du conseil des ministres du 16 avril, Nicolas Sarkozy menace de se défaire des ministres indisciplinés. Il prévient qu'il "ne répéterait pas" sa mise en garde. "Je souhaite que, pour l'efficacité de l'action du gouvernement, il y ait de la solidarité et, une fois les arbitrages rendus, que le gouvernement soit uni derrière les décisions qui sont prises et arbitrées par lui-même", précise-t-il. 16.04.08.

### Décès d'Aimé Césaire

Nicolas Sarkozy voit en Aimé Césaire un "Esprit libre et indépendant". "Il a incarné, sa vie durant, le combat pour la reconnaissance de son identité et la richesse de ses racines africaines. Par son appel universel au respect de la dignité humaine, à l'éveil et à la responsabilité, il restera un symbole d'espoir pour tous les peuples opprimés." 17.04.08.

### Académie Française

Mgr Claude Dagens, évêque d'Angoulême, remplace l'historien René Rémond à l'Académie Française. Dans son dernier ouvrage, *La nouveauté chrétienne dans la société française*, le nouvel académicien estime que l'Église, "institutionnellement affaiblie, est en état de renouvellement intérieur". 17.04.08.

### Le Chef de l'État

"J'essaye de faire mon travail le mieux possible. Je vois tous les mécontents. J'essaye de corriger les erreurs... Aujourd'hui, j'ai l'impression que tout est en ordre", déclare Nicolas Sarkozy lors de son discours du 24 avril. 25.04.08.

### Le Premier Ministre

"Le Président me connaît assez pour savoir que je suis fidèle, loyal, sans être courtisan. Qu'il y ait eu, entre nous, des moments de tension compte tenu de la charge de travail qui est la nôtre, c'est normal", précise François Fillon dans un entretien publié par le *Journal du Dimanche*. 28.04.08.

### Enseignement

Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, présente les nouveaux programmes de l'école primaire. L'apprentissage

de la "division posée" (?) et de la "règle de trois" est repoussé à plus tard. Les enfants "apprennent à reconnaître et à respecter les emblèmes et les symboles de la République (la Marseillaise, le drapeau tricolore, le buste de Marianne (sic), la devise "Liberté, Égalité, Fraternité")". 29.04.08.

### Sexisme ?

"J'ai utilisé des mots qui n'appellent pas la même résonance pour les hommes et pour les femmes", déclare Nathalie Kosciusko-Morizet, invitée du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, pour tenter d'expliquer ses propos à l'encontre de Jean-Louis Borloo. Madame Kosciusko-Morizet s'abîmerait-elle dans le sexisme le plus vulgaire ? 05.05.08.

### Un Chirac lent

"La France n'a toujours pas de président. Sarkozy est un Chirac lent ou au ralenti. La question de la chiraquisation du personnage est posée", estime le démographe Emmanuel Todd lors du Club de la Presse Internet sur France Info. Et le politologue d'ajouter : "S'occuper de Betancourt, ce n'est pas de la diplomatie". 10.05.08.

### Madame Royal

Lors d'un "atelier citoyen", à Paris, Ségolène Royal annonce qu'elle briguera le poste de premier secrétaire du Parti socialiste. "Si les militants en décident ainsi, j'accepterai avec joie et détermination d'assumer cette belle mission de chef du PS", indique-t-elle. "Nous devons en faire [le PS] le parti de toute la société française, engagé dans les luttes de son temps, responsable, moderne et capable de faire vivre nos valeurs de justice sociale", ajoute-t-elle. 17.05.08.

### Arrêtez le massacre !

Sur France Info, un député socia-



liste bien connu constate que les dirigeants de son parti sont tous omnibullés (sic) par la prochaine élection présidentielle. “Omnibuller”, pourquoi pas ? quand fleurissent les docteurs, professeurs, procureurs et autres coureurs ? 17.05.08.

??????

“Il n’est pas compréhensible que la dernière année du cycle des apprentissages fondamentaux soit appelée cours élémentaire première année ou que la première année des approfondissements soit appelée cours élémentaire deuxième année”, déclarent les membres du Haut Conseil de l’Éducation (sic). Ce qui n’est pas “compréhensible”, c’est que leur langage soit incompréhensible ! 20.05.08.

### “De l’audace”

Tel est le titre de l’ouvrage que Bertrand Delanoë publie chez Laffont. Le maire de Paris y prône l’acceptation du libéralisme par le Parti socialiste. Quelques citations. “*Le sarkozysme, ce bonapartisme modéré par la désinvolture, est profondément antilibéral*”. “*M. Sarkozy se veut souverain omnipotent : le libéralisme, c’est le contraire, c’est la tolérance devant les démarches individuelles. Je suis libéral. La droite ne l’est pas. La gauche doit se réapproprier avec fierté le mot et la chose*”. 21.05.08.

### Découpage ou charcutage ?

Procéder à un “découpage ré-

publicain”, telle est la tâche à laquelle s’attelle Alain Marleix, secrétaire d’État à l’Intérieur et aux Collectivités locales. Il s’agit en fait de la énième refonte de la carte électorale française. 22.05.08.

### Je t’aime ! Moi, non plus !

“*Le mot libéralisme est le mot de nos adversaires politiques*”, déclare Ségolène Royal sur Canal+, en réponse aux propos tenus par Bertrand Delanoë. “*Ségolène dit que c’est incompatible d’être socialiste et libéral. Je respecte son point de vue. Ce n’est pas le mien.*”, lui rétorque le maire de Paris lors du Grand Rendez-Vous Europe 1/TV5Monde/ Le Parisien/Aujourd’hui en France. 25.05.08.

Pontblanc

## Garcia Moreno (1821-1875) ou l’inexpérience politique.

Depuis l’arrivée de la Révolution et la chute des monarchies chrétiennes, les catholiques cherchent désespérément un régime qui leur convienne. Sans pouvoir l’expliquer, il semble qu’ils aient décidé eux aussi de tourner le dos à l’expérience. Voguant vers l’utopie, ils scrutent l’histoire à la recherche d’un régime catholique. Qu’importe sa durée, son échec, son établissement. Il a existé, voilà tout. Ils nous présentent parfois l’un de ces rares régimes dont aucun n’a pu dépasser la cinquantaine, et tout frémissant d’admiration nous assènent : voilà la civilisation chrétienne !

Dernièrement, c’est Garcia Moreno qui nous est proposé. Introduit par ces citations “*La civilisation n’est plus à inventer, ni à bâtir dans les nuées. Elle a été, elle est : c’est la civilisation chrétienne, la cité catholique. Il s’agit de la restaurer sur des fondements naturels et divins : omnia instaurare in*

*christo*<sup>1</sup>.”, “*...voici un autre modèle de chef d’Etat catholique : le célèbre Garcia Moreno, président martyr de l’Equateur.*”

Il ne s’agirait que de nous présenter les qualités, les vertus de cet homme public qui sut allier à la fois les plus hautes charges de l’État et celles du chrétien, nous aurions apporté nos félicitations. Mais introduit d’aussi bonne manière, nul doute que l’on veut nous présenter l’exemple d’une restauration chrétienne. Nous voulons pourtant démontrer ici que cet homme vertueux fut un piètre homme politique. Voilà, le mot est jeté. N’y voyez cependant aucune animosité contre Garcia Moreno. Nous touchons simplement du doigt cette faiblesse inhérente à notre milieu catholique de refuser l’analyse politique.

Garcia Moreno fut au pouvoir

par deux fois, entre temps il fut longtemps proche du pouvoir. L’œuvre qu’il a accomplie est immense. Ecoles, universités, hôpitaux, dettes publiques épurées, religion catholique placée comme religion d’État, etc.... Dans un pays nouveau comme l’était l’Equateur, ce n’est pas si mal. Mais entendons-nous bien. Qu’est-ce qu’une civilisation chrétienne ? Car dans l’œuvre de Garcia Moreno, le mérite ne revient qu’à lui seul. Lui seul a créé ces écoles, universités, hôpitaux, lui seul a assaini les finances, lui seul..., etc. Ce ne sont ni les lois, ni les institutions. A peine son premier mandat fut-il fini, que ses deux dauphins successifs trahirent son programme. Le bien immense, la politique chrétienne du pays ne reposait que sur les vertus d’un seul homme. Est-ce là la civilisation chrétienne ? La somme des vertus de chacun fait un pays vertueux. Ne serait-on pas là en contradiction flagrante avec la citation de St Pie X

1) Saint Pie X, Lettre sur le Sillon.

ci-dessus : “ *sur des fondements naturels et divins* ”. C’est à Henri Massis que je fais appel. Durant la première guerre mondiale, il fut en poste en Orient. “ *C’est là, que j’ai pu me rendre compte que la faiblesse humaine doit être secourue, aidée, par de fermes institutions, car j’y éprouvais en moi-même, j’y sentis davantage combien nos propres vertus sont précieuses quand ces institutions nous manquent, et combien nos propres défaillances, que rien ne contient plus, risquent de prendre une amplitude qui en multiplie les effets : de ce manque, nous sommes les premières victimes ! La réalité, cette réalité soufferte, vécue, aurait suffi à m’assurer que l’empirisme maurassien coïncide en fait avec les conclusions morales et politiques du catholicisme...* ”<sup>2</sup>

Elu une première fois Président de l’Equateur en 1861, Garcia Moreno, essaye en vain de mettre en place le suffrage universel. Ce suffrage universel, Claude Mouton nous affirme “ *qu’il paraissait valable à une époque où le peuple croyant n’avait pas été entièrement dévoyé par les intellectuels révolutionnaires.* ”<sup>3</sup> On retrouve ici la tactique des ultras sous la Restauration de Louis XVIII et Charles X. On ne cessa de baisser ou d’augmenter l’impôt minimum pour être électeur. Les ultras baissaient le cens au plus bas, car la population rurale leur était favorable, et les libéraux l’augmentaient. Finalement, les ultras établirent en France le système parlementaire et ce de manière durable. Système qui ne tarda guère à se retourner contre eux.

1865 sonne la fin du mandat de Garcia Moreno. Son candidat est élu au suffrage universel. Au bout de quelque temps, il dévie complètement du programme fixé par Garcia Moreno. A la fin du mandat de

ce dernier, Garcia Moreno réussit de justesse à faire élire un avocat catholique qui dévia lui aussi. “ *C’est dire qu’il fallait vraiment un caractère d’acier comme celui de Garcia Moreno pour pouvoir gouverner contre le Congrès sans être renversé avant la fin de l’exercice.* ” (Claude Mouton)<sup>4</sup>.

Plein de zèle, catholique exemplaire, Garcia Moreno fut élu après avoir remporté une guerre civile, il vit très vite les limites que lui impose le système républicain. Par deux fois, le système le trahit et ce malgré la mise en place de catholiques tels que lui. En 1869, un peu avant la fin du mandat de son second successeur, l’armée renverse le gouvernement et porte Garcia Moreno au pouvoir. Que tire-t-il de son expérience ? Va-t-il changer l’institution ? Abolir la démocratie ? Il pense simplement créer un Vice-Président, supprimer la non-rééligibilité du Président et porter le mandat à six ans. En contrepartie il consacre en 1873 son pays au Sacré-Cœur. Il est bien réélu en mai 1875 sans faire campagne, mais assassiné en août de la même année. Un libéral lui succéda puis très vite le pays retourna dans l’anarchie. Il n’est pas inintéressant de comparer cette situation avec celle de Napoléon III. Celui-ci, suite à l’issue de l’insurrection de la commune, se fait élire en 1848 avec notamment l’appui des catholiques dont Louis Veuillot. Il fait un coup d’état le 2 décembre 1851 et le fait approuver le 21 par le suffrage universel. Le 21 novembre 1852, il fait plébisciter le rétablissement de l’Empire héréditaire. Voilà en cinq ans ce qu’un Prince encore ignoré six ans auparavant, réussit à faire. St Pie X affirmait que la force des

méchants vient de la faiblesse des bons.

Les circonstances, les conditions, les contextes ne sont jamais les mêmes. Mais enfin, lorsqu’après deux expériences malheureuses, le pays destitue un gouvernement pour vous imposer, il me semble que les pleins pouvoirs ne sont pas loin. Ne serait-il pas criminel de laisser en place des institutions dont l’expérience prouve qu’elles sont mauvaises ? Le retour à l’anarchie du pays, l’abandon de ces lois catholiques, Garcia Moreno en est en partie responsable pour n’avoir pas su donner à son pays les moyens de lui survivre.

Il convient d’atténuer un peu notre propos. En effet, c’est un pays récent que l’Equateur. Il se cherche. Nous ne pouvons lui demander en moins d’un siècle de trouver l’institution qui lui convienne. Bien qu’il bénéficie de l’expérience d’autres pays et notamment de la France où Garcia Moreno a longtemps séjourné. Mais dans ce cas, il est illogique de présenter un système naissant comme symbole de restauration chrétienne. C’est un peu comme présenter Clovis et son gouvernement comme un exemple à suivre pour restaurer la civilisation chrétienne. C’est faire table rase de quinze siècles d’expériences.

Que nous proposez-vous une Institution qui incita la maison de Montmorency à donner onze maréchaux à la France, qui incita trente-cinq Choiseul, vingt-quatre Colbert, vingt-deux Menou à mourir au combat, qui incita la famille de Phélypeaux à fournir en moins de deux siècles, dix ministres ou secrétaires d’Etat. Présentez nous une Institution qui nous apprend ainsi à servir. Et croyez moi, elle a existé !

*René de Surville*

2) .Henri Massi, Michel Toda.

3) Lecture et Tradition n° 229/230.

4) Lecture et Tradition n°229/230.

## *L'Union soviétique et la question allemande*

*de Wilfried Loth*

Le fait que Vladimir Poutine ait été, en tant que fonctionnaire du KGB, en poste à Dresde, dans la partie communiste de l'Allemagne divisée, explique bien des choses. Le texte suivant (légèrement remanié par la rédaction des Cahiers d'Histoire Sociale) éclairera le lecteur sur un aspect de la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne, *la note du 10 mars 1952*.

C'est sur un ton volontiers polémique que Wilfried Loth a fait paraître au début de l'année 2007 un recueil de neuf études, dont trois inédites, sur la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Duisburg-Essen est aussi membre de la SPD. C'est donc une ligne hostile à Konrad Adenauer, pour ne pas dire neutraliste, qui est développée là. Selon lui, Staline souhaitait une révolution pan-allemande et ne désirait pas particulièrement que la RDA vît le jour. En 1994, déjà, dans une livre précédent qui avait fait quelque bruit outre-Rhin, la RDA était présentée comme "*un enfant non désiré de la politique stalinienne*", ce qui lui avait valu une réplique vigoureuse d'un autre historien allemand, Hermann Graml, qui lui reprocha de ne voir dans Staline qu'une version un peu rude de Mikhaïl Gorbatchev. Loth reprend sa thèse initiale ici et la défend bec et ongles.

*Die Sowjetunion und die deutsche Frage* est construit autour de *la note soviétique du 10 mars 1952* dans laquelle Staline propo-

sait aux Occidentaux une Allemagne réunifiée et neutre. C'était l'époque, à l'Ouest, des discussions autour de la Ruhr, de la CED (la Communauté européenne de défense) et de l'éventuelle entrée de la RFA dans l'Alliance atlantique.

Si Loth a sans doute raison d'écrire que *la note du 10 mars 1952* n'était pas simplement une manœuvre de propagande, le lecteur aurait aimé que ne soit pas passé sous silence le fait que l'URSS montait régulièrement en épingle des principes généraux comme la défense de la Paix pour mieux consolider ses acquis territoriaux. Rien n'aurait empêcher d'ailleurs Staline et les dirigeants communistes de poursuivre la lutte dans les conditions de la neutralité. Staline aurait pu compter pour cela sur la SED (le PC est-allemand) et ses dirigeants comme Walter Ulbricht. Contrairement à ce qu'affirme Wilfried Loth, c'est bien la politique de "*un tiens vaut mieux que deux tu l'auras*" qui a triomphé dans la politique allemande de l'URSS, même si un autre fer fut d'abord mis au feu et même si la

neutralité de toute l'Allemagne a pu par la suite être proposée. "*Le premier État socialiste sur le sol allemand*", pour reprendre les termes de Loth, était pour le PCUS un allié et un obligé de choix.

Les nombreux documents d'archives du ministère des Affaires étrangères reproduits dans l'ouvrage, viennent le confirmer et non l'infirmer. Sans doute vaut-il mieux parler de duplicité soviétique au regard de la question allemande. L'appui au courant neutraliste et pacifiste est venu compléter, perturber, mais parfois aussi remplacer la politique de soutien prioritaire à la RDA. L'élaboration de la nouvelle politique qui s'exprime par la fameuse *note du 10 mars 1952* est d'ailleurs attribuée à Molotov, qui avait abandonné le ministère des Affaires étrangères (au profit de Vychinski) en mars 1949, quand se dessina l'échec du blocus de Berlin. Deux politiques différentes. Mais un même but : l'extension de la puissance soviétique et un même chef d'orchestre : Staline, naturellement.

P. C.

## *Un anniversaire : le 17 juin 1689*

Marguerite-Marie Alacoque, cinquième enfant de Claude Alacoque et Philiberte Lamyn, entre au couvent de la Visitation de Paray-le-Monial, le 25 mai 1671. Elle a 24 ans. Elle prononce ses vœux perpé-

tuels en novembre 1672.

Le Christ lui apparaît à diverses reprises et, le 17 juin 1689, lui dit :

"Fais savoir au fils aîné [le

Roi de France, Louis XIV] de mon Sacré-Cœur que, comme sa naissance temporelle a été obtenue par la dévotion aux mérites de ma sainte enfance, de même il obtiendra sa naissance de grâce et de

*gloire éternelle par la consécration qu'il fera de lui-même à mon Cœur adorable, qui veut triompher du sien, et par son entremise, de celui des grands de la terre...".*

Proclamée Vénérable par Léon XII en 1824, déclarée Bienheureuse par Pie IX le 18 septembre 1864, elle est canonisée par Benoît XV le 13 mai 1920.

Sainte Marguerite-Marie est à l'origine de la dévotion qui s'est répandue tout particulièrement en France. A la demande de la reine Marie Leczinska, l'assemblée du clergé de France établit, le 17 juillet 1765, la fête du Sacré-Cœur dans tous les diocèses. Sur les instances de la même reine, le pape Clément XIII approuve la messe du Sacré-Cœur. Le dauphin Louis, père de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X, finance la chapelle consacrée au Sacré-Cœur en l'église du château de Versailles...

Aucun historien sérieux et de bonne foi n'a pu déterminer si le message reçu par sainte Marguerite-Marie a été ou non transmis à Louis XIV. Toujours est-il que la consécration demandée n'a pas été faite.

La Révolution éclate un siècle plus tard, le Roi monte à l'échafaud et, encore aujourd'hui, notre pays n'en finit pas de sombrer.

En revanche, deux chefs d'États ont procédé à une telle consécration.

Le 23 mars 1873, en la cathédrale de Quito, le Président de l'Équateur, Garcia Moreno, entouré de l'archevêque et des principaux dignitaires de l'Église et de l'État, consacre son pays au Sacré-Cœur. Le 6 août 1875, en sortant de la même cathédrale, il est assassiné et le pays retourne très vite dans l'anarchie.

Le 30 mai 1919, sur la Colline des Anges (El Cerro de los Angeles) près de Madrid, entouré de nombreux évêques, de détachements de l'armée, du gouvernement au complet et de la famille royale, le roi Alphonse XIII (Alphonse I<sup>er</sup>) lit cet acte de consécration :

*“Cœur de Jésus, roi des rois et souverain de tous ceux qui gouvernent ici-bas, l'Espagne, nation de votre héritage et de vos prédilections, se prosterne aujourd'hui devant ce trône qui se dresse pour vous au centre de la Péninsule. Vous êtes venu sur la terre pour établir le règne de Dieu dans la paix des âmes rachetées : qu'il s'établisse donc parmi nous votre règne très saint qui est le règne de la justice et de l'amour. De ces hauteurs que nous avons choisies pour vous comme symbole du désir qui nous anime de vous voir présider toutes nos entreprises, bénissez les enfants de ce peuple.”.*

Le 14 avril 1931, Alphonse XIII est contraint de

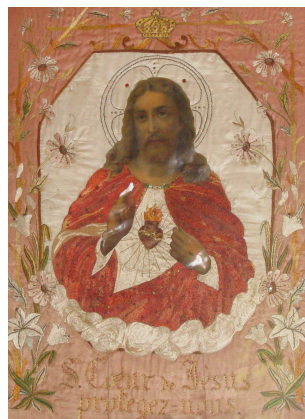
renoncer au trône à la suite de la victoire des Républicains aux élections municipales. Le pays ne tarde pas à sombrer dans l'anarchie puis à subir les affres de la guerre civile. Le roi décède en exil, le 28 février 1941.

Pour un souverain ou un chef d'État, la consécration de son pays au Sacré-Cœur n'est pas un acte qui relève de la magie ! Seul un esprit dérangé peut prétendre que Louis XVI est monté à l'échafaud parce que les Bourbons n'avaient pas consacré leur pays et que Garcia Moreno a été assassiné parce qu'il l'avait fait ! Que manquait-il, donc, à l'Équateur et à l'Espagne pour qu'il s'y produise les heureux effets annoncés par sainte Marguerite-Marie ? Qu'avait en plus la France, en 1689, pour que le Christ puisse faire de telles promesses ?

Tout simplement une “Institution” conforme à la volonté et au plan divins !

“Il faut voir, mon Père, ce que nous allons faire le 17 juin”, telle est la dernière phrase prononcée par le feu prince Alphonse devant M. l'abbé Christian Chanut. “Qu'allons-nous faire, mes Frères, le 17 juin ?”, en concluait ce même abbé Chanut lors de la messe de Requiem du 9 février 1989. Car, effectivement, la conformité au plan divin des institutions de notre pays ne relève pas uniquement du Prince mais de nous tous !

*Louis Brékilien*



## *Les cuillers du curé breton.*

Quelques mois après la victoire de Mentana (3 novembre 1867) remportée par les troupes pontificales et le Corps expéditionnaire français sur les volontaires de Garibaldi qui tentaient de précipiter les événements et de mettre fin par la force à l'existence des États de l'Église, on publia à Paris<sup>1</sup> un petit livre signé J.C.P. prenant la défense du pouvoir temporel du Pape. L'auteur lui avait donné pour titre : *Les Pontificaux et les Garibaldiens - Histoire anecdotique des États pontificaux d'après les documents officiels et les correspondances*. Cet ouvrage, destiné à un large public, voulait informer la communauté catholique des faits de guerre survenus récemment dans la péninsule italienne et solliciter la générosité des fidèles. Tous les bénéfices de l'édition devaient être versés au "Denier de Saint-Pierre" œuvre fondée en 1859 pour financer l'effort de mobilisation du Saint-Siège et secourir les éventuelles victimes des combats.

La charité des chrétiens sollicités de la sorte ne se déroba pas et les souscriptions ouvertes par de nombreux organes de presse ainsi que par les autorités religieuses se multiplièrent, en France et hors de nos frontières. En Bretagne, le *Journal de Rennes* déclarait avoir recueilli 119 271 francs tandis que *L'Espérance du Peuple*, de Nantes affichait 102 640 francs. A Saint-Brieuc, *La Foi Bretonne* recevait de ses lecteurs 4 537 francs alors que, dans le même temps, l'évêché, grâce à d'autres dons, participait pour 21 377 francs. En outre, un ecclésiastique de Guingamp réunissait 6 128 francs. Ces quelques chiffres, purement indicatifs, sont loin de rendre compte de l'aide apportée par toutes les classes de la société.

Le quotidien *L'Univers*<sup>2</sup>, dirigé par Louis Veillot, se montra, en la circonstance, particulièrement efficace. A lui seul, il comptabilisa la somme de 622 428 francs. Les versements, le plus souvent anonymes, se trouvaient parfois accompagnés de quelques lignes d'encouragement et de soutien pour la cause romaine.

C'est ainsi que le journal reçut d'un curé breton une participation de 111 francs 25 représentant la tota-

lité de sa modeste fortune, fruit de dix années d'économies. Il avait constitué ce "trésor" afin d'acheter quelques mètres de tissu pour renouveler une partie de sa garde-robe. Ce projet attendrait ! Le prêtre complétait son envoi par onze petites cuillers, vestiges d'un traditionnel cadeau de mariage, et il s'excusait par quelques mots : "*Je suis honteux de n'offrir que le peu que je possède, lorsque d'autres offrent leur sang avec un élan de foi qui me ferait avoir des regrets, si je ne savais que chaque jour je puis verser pour la même cause le sang précieux du Calvaire...*".

Ce geste provoqua, peu après, une réaction de même nature. Un abonné de *L'Univers* fit une proposition au rédacteur en chef : "*... Je lis la lettre de ce bon prêtre breton qui vous a envoyé, avec sa souscription pour le souverain pontife onze petites cuillers d'argent, cadeau de vieux amis dont il fait aussi le sacrifice à la cause de Pie IX. Mais je ne vois nulle part que vous ayez disposé de ces onze cuillers. Les auriez-vous encore ? et, dans ce cas, puis-je m'en rendre acquéreur ? J'offre de les payer vingt francs pièce, au profit, bien entendu, de la souscription pontificale. Vous m'en choisiriez une seule que vous m'adresseriez et que nous garderions précieusement ici, l'appelant, en famille, la cuiller de Pie IX ou du prêtre breton. Les dix autres, vous les feriez mettre à mes frais dans un écrin très simple, mais solide, et vous les renverriez au bon prêtre qui vous les a transmises, en le priant de les garder désormais pour l'amour de Pie IX...*". On ignorera sans doute toujours la suite...

D'autres offrandes furent manifestement plus simples à gérer mais la motivation était toujours identique : soutenir le Chef du plus illustre et ancien État européen. Malheureusement, la prise de Rome par les "Piémontais" en 1870 rendit vains les sacrifices consentis par les combattants et l'ensemble du peuple chrétien. Qui songerait aujourd'hui à revendiquer pour que le successeur de Pierre recouvre ses possessions ? Les temps ont bien changé mais rien ne se perd jamais de ce qui s'est réalisé sous le regard de Dieu !

*Pierre Valancony*

---

1) Nouvelle librairie catholique - Victor Sarlit, Libraire-Éditeur, Paris 1868 - A la bataille de Mantana (Latium), les Pontificaux et les troupes régulières françaises eurent à déplorer vingt-deux morts, un disparu et cent trente-neuf blessés. Pour les Garibaldiens : "*un millier des leurs est resté tué ou blessé sur le champ de bataille*".

2) Louis Veillot (1813-1883) - Polémiste et écrivain de talent, il dirigea à partir de 1848 le quotidien catholique *L'Univers* et y défendit avec constance les droits du Saint-Siège face aux tenants de l'Unité italienne. En difficulté sous le Second Empire en raison de ses positions sur la "Question Romaine", il se rallia après 1870 au courant légitimiste. Son frère Eugène lui succéda à la tête du journal en 1874. Affaibli par la division qui suivit l'incitation au ralliement à la République de Léon XIII, *L'Univers* cessa de paraître en 1914.

## La société a-t-elle besoin d'artistes et de savants ?

“Mettez un peu de vie dans votre art, et d'art dans votre vie”, répétait Gaston Baty à ses acteurs, au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais quelques cinquante années après, le monde, bien loin de prêter l'oreille à ce conseil de metteur en scène, favorisait les sciences au mépris de l'art ! Les universités traitant de géopolitique, réputées en sociologie, en droit, en politique se multipliaient ainsi que les filières scientifiques. L'art quant à lui déclinait, les facultés se vidaient ; la peinture était bafouée par l'école des Beaux-Arts qui l'associait à une expression freudienne de l'inconscient de l'artiste jusqu'à en faire un langage sans idée. Le théâtre officiel agonisait en des comédies bouffonnes et vulgaires de boulevards, pendant que le festival d'Avignon affichait sans honte son héritage moral de mai 1968. Ce groupement ordonné et hiérarchisé d'hommes qu'est la société peut-il davantage se passer de l'art que des sciences ? Suivant les différents sens des mots “artistes” et “savants”, il nous importe à présent de cerner le rôle et l'importance des artistes dans la société, celle des savants, et les limites et complémentarités de ces deux sujets de bataille du monde moderne.

“C'est un artiste !”. Cette expression, employée à tort bien souvent, suffit à excuser l'originalité, la légèreté, la fantaisie, l'indépendance et le caractère anarchique des personnes. Vagues termes qui ne justifient rien ! L'artiste est bien différent de cette sombre énumération. Il est avant tout celui qui goûte l'art, le beau. Et, en cela, tout homme doit être “artiste”. Bien que la fameuse lettre de Gargantua à Pantagruel insistât plus sur les sciences et la philosophie dans le programme de l'éducation parfaite, les Grecs ne l'omettent pas, eux, dans le leur. L'enfant soumis à l'éducation athénienne ou romaine apprenait aussi bien Homère et Virgile, que la musique, la danse, les mathématiques et l'activité physique. Cette culture que chaque homme doit posséder lui permet de toucher le beau que transmet l'art, c'est-à-dire le Vrai puisque “il n'y a qu'une seule beauté”, selon Rodin, “celle de la Vérité qui se révèle”. Ainsi s'ouvre-t-il au spirituel, se sensibilise-t-il au contact de la Vérité.

Mais le terme d'“artiste” a un sens plus restrictif et plus précis. Est “artiste” celui qui touche l'essence des choses et la transmet. M. Zermatten écrivait : “Le poète n'est pas seulement un homme plus sensible que d'autres mais il est doué du pouvoir de l'expression”. C'est

cette faculté de comprendre et d'exprimer la forme même, le spirituel, le fond des objets sensibles qu'Aristote définit comme la vertu d'art. Par suggestion, l'artiste met en relief la Vérité qu'il veut transmettre, cette Vérité fruit de sa propre contemplation. “L'artiste doit entrouvrir une porte que nous achevons de pousser nous-mêmes”, écrit bien à propos le Père Calmel o.p.. Les tableaux les plus grands ne sont, en effet, pas ceux qui nous parlent immédiatement et qui rapidement ont épuisé leur trésor de Vérité, mais ceux qui, au contraire, s'adressent à nous progressivement, se glissent dans notre réflexion, et nous révèlent petit à petit l'idée profonde qui les habite.

Et que serait la société sans artistes ? Il lui manquerait nécessairement cette culture complète qui a fait le rayonnement de la Grèce hellénistique au VI<sup>ème</sup> siècle avant Jésus-Christ, et la classique au V<sup>ème</sup> siècle, celui de la France au XVIII<sup>ème</sup>, préparant le romantisme. Une vraie société est nécessairement cultivée. Ainsi elle ne peut exclure la connaissance de cet “autre système de pensée”, bien loin de la philosophie ou des sciences, qui s'adresse à toutes les sensibilités par sa vanité et à l'intelligence

par la profondeur de ses idées. Il est vrai que les peuplades primitives, comme les Papous, les Etrusques ..., offrent un art limité dans lequel ne passent que peu d'idées et qui s'adresse à peine à la sensibilité humaine. Cet art est la marque de leur manque de caractère social, c'est-à-dire de l'absence d'une société fondée sur une civilisation, une culture. Car qui peut mener l'homme de la réalité concrète à la contemplation de la Vérité sinon l'art ? Ainsi notre civilisation occidentale, chrétienne, est marquée par un art propre : l'art chrétien du Moyen-Âge, si présent dans les cathédrales, remis à l'honneur au XX<sup>ème</sup> siècle par Charlier notamment. La société a donc naturellement besoin d'artistes.

A l'inverse, qui sont les “savants” ?

Comme “artiste”, ce terme est utilisé dans la langue commune et quotidienne pour désigner quelqu'un qui possède une connaissance très étendue. Ce n'est pas faux en effet, car le savant est celui qui sait avec certitude. Selon Platon, il aurait atteint le troisième degré de la connaissance : non seulement, il reconnaît son ignorance, possède des opinions non vérifiées sur de nombreux sujets, mais il connaît parfaitement différents domaines. Cette connaissance certaine peut être celle d'un esprit cultivé,

voire encyclopédique comme saint Thomas d'Aquin, Hegel et saint Albert le Grand. Car la connaissance réelle et complète s'étend à tous les domaines. Les "savants" du Moyen-Âge, héritiers des "sages" de la Grèce, possédaient une culture générale très grande et par elle, méritaient leur renommée et leur titre : elle concernait aussi bien l'anatomie du corps humain que les belles lettres grecques ou l'astronomie. Mais ce qui caractérise le plus le "savant", c'est que sa connaissance lui vient de son expérience personnelle avant tout, comme Newton et la célèbre pomme grâce à laquelle il découvrit la pesanteur, et aussi de l'expérience commune, de ce que leurs prédécesseurs leur ont transmis, de ce que l'humanité à travers les siècles a remarqué et observé, de ces idées auxquelles tous ont fait confiance sans les avoir nécessairement vérifiées par l'expérience. C'est la science du paysan, de l'homme proche de la nature qui est capable de saisir l'essentiel de la vie, de toucher le fond même de la Vérité.

Mais à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle, ce nom n'est appliqué qu'à ceux qui ne possèdent des connaissances que dans un seul domaine, mais surtout qui savent par calcul. En effet, à cette époque, l'homme assiste à de nombreuses découvertes comme l'héliocentrisme copernicien, et face à cet univers immense qu'il découvre petit à petit, il se sent perdu et éprouve le besoin de tout vérifier par des calculs. Cette connaissance des chiffres existait bien sûr dans l'Antiquité et au Moyen-Âge : la preuve en est le nombre d'or en Grèce, encore mystérieux, génie de la perspective, et l'inscription de l'Académie, "*Que nul n'entre ici s'il n'est géomètre*". Pythagore, bien avant Galilée, se servait des chiffres. Mais il ne fondait pas sa connaissance sur cette certitude. Ici, la science se spécialise en des domaines bien séparés et vérifie tout par des calculs.

Quoiqu'il en soit, la société ne semble pouvoir se passer de savants. Il lui faut pour se développer des connaissances certaines dans tous les domaines : économiques, mécaniques, sociologiques, physiques... Car la richesse intellectuelle d'une société ne se voit pas seulement à la culture, mais aux productions des hommes. Il est certain que la civilisation gréco-romaine est supérieure par son architecture, ses méthodes économiques et judiciaires, à la civilisation celte, disparue d'ailleurs rapidement. De même une société qui ne progresse pas, qui ne découvre pas, ne peut rayonner. La décadence de l'empire romain en est la preuve : loin des recherches culturelles ou scientifiques, il s'est renfermé sur les égoïsmes humains. Et cette recherche, ce progrès scientifique ne peuvent exister sans calculs. Les anciens eux-mêmes en étaient conscients. Les calculs sont indispensables à une recherche, à une découverte, aux sciences. La société a donc nécessairement besoin de savants.

Mais il semble qu'aujourd'hui les sciences s'opposent à l'art. En réalité s'excluent-ils ? Il est vrai que tous deux possèdent de grandes limites, non négligeables. Être "artiste" ne concerne qu'une catégorie de personnes dans la société, si l'on s'attache au sens le plus courant. De même l'art ne s'adresse-t-il qu'à ceux qui sont capables de comprendre son langage et son message, aux autres "artistes". Car son mode de suggestion échappe à beaucoup ou peut être mal interprété. Il est vrai que, devant un tableau abstrait, plusieurs admirateurs auront une compréhension totalement différente de l'œuvre. De plus, l'importance que prennent, dans celle-ci, l'originalité, la personnalité, l'imagination de l'artiste peut, suivant les goûts, la rendre

inaccessible à d'aucuns. Enfin, l'art verse facilement dans les excès lorsqu'il ne s'attache qu'à l'extérieur, tel le réalisme ou qu'au spirituel, tel l'art intellectif comme la musique de Mahler.

Les sciences ont acquis au cours des siècles davantage de limites. Avec l'apparition de la science expérimentale au XIX<sup>ème</sup> siècle, de Claude Bernard, la science ne se soumet qu'à l'expérience des faits et rejette définitivement l'observation commune, l'intuition. Elle reprend le doute méthodique de Descartes, les méthodes de la physique mathématique du XVII<sup>ème</sup> siècle. Elle tombe dans le positivisme d'Auguste Comte : tout est relatif, dans le déterminisme : tout dépend de lois générales et dans le matérialisme : tout est matière. La science ne s'applique qu'aux relations entre les phénomènes, qu'à ce qui se calcule, qu'à la quantité, qu'à l'extérieur et refuse la philosophie qui apporte la connaissance de l'essence des choses. "*L'homme ne connaîtra jamais ni les causes premières, ni l'essence des choses*", écrit Claude Bernard. En soumettant tout à des lois générales, elle méprise la liberté de l'homme et l'imprévu. L'homme est réduit à ses fonctions biologiques. Ainsi, Jean Rostand évoque-t-il ce moi, "*hasard des chromosomes*". Enfin, la science établit des théories relatives, sans cesse remises en question. Leur seul but est de faire le plus grand cas des nouveaux phénomènes découverts.

Mais l'association art-science permet de compenser leurs limites respectives. L'art suggère simplement et atteint l'intellectuel, alors que les sciences atteignent plus le sensible et parlent clairement à l'esprit. Le but contemplatif de l'art est ainsi complété par le but pratique des sciences. Cette complémentarité est féconde pour la société. Elle peut donner à ses membres et la culture et le goût du vrai, la contemplation et la pratique. Elle peut



aussi allier et le beau et l'utile, comme les Grecs qui ne faisaient aucune différence entre ces deux aspects de la Vérité. Et par là, elle peut remplir son but : donner aux hommes la possibilité d'atteindre leur fin, la contemplation sans mépris de la liberté, leur caractère spirituel par l'art en tenant compte de leur corps et de leur sensibilité par les sciences.

D'après cela, il est clair que l'ordre social ne peut se passer ni de l'Art, ni des Sciences. La société a

besoin nécessairement pour vivre et d'artistes et de savants. Bien que chaque domaine soit indépendant, néanmoins leur alliance et leur complémentarité permettent d'estomper quelque peu leurs limites. Aucune société civilisée n'a exclu l'un ou l'autre. Le Moyen-Âge, ère de la civilisation chrétienne, société admirable, possédait de nombreux artistes savants. Outre les verriers, les sculpteurs, les peintres et les architectes, on compte des poètes, des aèdes aussi bien que

des chimistes, des sages, des esprits "encyclopédiques" et des hommes de grande culture. A l'instar de la société, chaque homme devrait, pour atteindre son but, être artiste par le goût de la Vérité, et savant par son éternel contact avec la réalité. Ainsi pourrions-nous, imitant Baty, dire aux surréalistes, aux idéalistes comme aux pionniers des sciences expérimentales : "*Mettez un peu de science dans votre art et un peu d'art dans votre science*".

Clotilde Chapuis



## *L'avenir de la Morale...*

*"Mais de ce qu'on a constaté le caractère rationnel de la conduite morale, il ne suivra pas que la morale ait son origine ou même son fondement dans la pure raison."*

Henri Bergson

Dans son numéro daté du 26 février 2008, le quotidien *Libération*, derrière un titre volontairement provocateur, annonçait qu'il s'associait à la pétition lancée par la Ligue Française de l'Enseignement pour la "*sauvegarde de la laïcité*"<sup>1</sup>. Cette offensive antireligieuse a été déclenchée par des rumeurs de révision de la loi de 1905<sup>2</sup> et par plusieurs déclarations publiques de notre actuel chef de l'État dont celle du 14 janvier dernier faite en Arabie Séoudite<sup>3</sup> :

*"...Je ne connais pas de culture, pas de civilisation, où la morale, même si elle incorpore*

*bien d'autres influences philosophiques, n'ait un tant soit peu une origine religieuse..."*

Il est regrettable qu'une telle affirmation, constatation de simple bon sens, ait pu provoquer pareil début de polémique. Cela pour des raisons, à l'évidence de pure idéologie et ce, en un temps où l'on s'interroge sur les causes de l'écroulement, en Occident, de notre morale individuelle et collective.

En effet, une loi éthique ne peut se voir réduite à une pétition de principe demeurée virtuelle et donnant lieu à de mul-

tiples interprétations, sans prendre appui sur une autorité incontestable. Et pourtant, ce simulacre de morale représente le plus grand effort susceptible d'être consenti par une société libérale. Sa philosophie, basée sur le primat de la liberté et de l'individualisme, l'oblige à rechercher un accord minimum, peu favorable au bien commun. Dans ce contexte, la morale, vidée de l'essentiel de sa signification, se trouve condamnée à n'être qu'un auxiliaire de la police.

A l'évidence, le choix de l'autorité susceptible d'édicter et de faire respecter des règles

1) La *Ligue Française de l'Enseignement* fut fondée en 1866 par Jean Macé.

2) La loi de séparation des Églises et de l'État fut promulguée en décembre 1905. Les anti-cléricaux y voyaient la fin de l'influence de l'Église sur "*la nation, les familles et les individus*". Actuellement, certains politiques souhaiteraient modifier ce texte, essentiellement pour permettre le financement de lieux de culte musulmans.

3) Cf. *La Gazette Royale* n° 114.



éthiques s'avère capital. Actuellement, le pouvoir politique, d'essence démocratique, s'est emparé de ce domaine. Au moment même, où il s'est sécularisé, il s'est arrogé le droit de dire, en toutes occasions et sur tous les sujets, le vrai et le faux. De ce fait, la morale, ou plutôt la pseudo-morale, se trouve au cœur des débats idéologiques, devenant tributaire des enjeux partisans, des majorités de rencontre et des combinaisons électorales. C'est là le péché originel des institutions démocratiques que de vouloir se mêler de tout et d'écarter du débat public toute réalité spirituelle<sup>4</sup>. Le cas du drame de l'avortement est, en l'espèce, très significatif. Une décision parlementaire l'a rendu légal sans pour autant lui avoir donné une once de morale, donc de légitimité<sup>5</sup>. Et les années écoulées ne font rien à l'affaire. Mieux même, si l'on peut dire, se profile dans la même ligne le sinistre visage de l'euthanasie. Lorsqu'on sacrifie la vie dès son commencement, on voit difficilement comment ne pas étendre ce processus à l'heure du grand âge.

Si on ne peut reconnaître aux politiques le droit de créer ou de manipuler la règle morale, sinon de la respecter et de s'y soumettre, on peut se demander qui détient l'autorité nécessaire en la matière pour légiférer. Certainement pas telle ou telle commission d'éthique dont la composition, arrêtée par les pouvoirs en place, reproduit les contradic-

tions et les insuffisances de notre propre société. Il en irait de même si l'on faisait appel à certains groupes d'intellectuels ou à certaines écoles de pensée<sup>6</sup>.

Alors, dans sa solitude, chacun se débrouille avec sa propre vision de l'univers. Nous avons vécu, pendant des siècles, avec une morale d'inspiration chrétienne. Malgré la laïcisation de notre époque, il reste dans la mémoire populaire des comportements, des attitudes, même si la foi s'est évanouie ou égarée dans les voies de traverse. Nous vivons sur un héritage sans prix mais, nous le dilapidons génération après génération.

A y regarder de près, l'autorité indispensable à l'établissement et au maintien d'une morale digne de ce nom ne se trouve que dans le monde spirituel ; tous les exemples en témoignent. Même dans les temps antiques, tant que les habitants de la Cité croyaient en leurs faux dieux, la société vivait normalement. Lorsque leur crédulité diminuait, faisant place à un scepticisme généralisé, la décadence commençait son œuvre. Il en va de même aujourd'hui. Sans aspiration spirituelle, sans la permanence de la religion et l'autorité de Dieu, législateur suprême, rien ne peut être assuré.

Le philosophe Etienne Gilson (1884-1978) exprime clairement le dilemme :

*“...Ce qui caractérise notre époque... c'est l'affrontement de la morale elle-même... Au sujet des lois morales, des raisons pour lesquelles il y a bien ou mal, l'État libéral, précisément en tant que libéral, ne sait absolument rien... (Il) est strictement incompetent... De tous les types de sociétés politiques, l'État libéral est le moins qualifié pour susciter les forces spirituelles qui le maintiendraient en vie... Après avoir décidé que la religion serait bannie de ses écoles, l'État a affaire à de nouvelles générations de parents qui ne peuvent éduquer, parce qu'eux mêmes ont perdu la conscience des bases religieuses sur lesquelles fut établie leur propre éducation. Le fait brutal est que, même où la religion survit, l'éducation au foyer n'est plus capable de résister à la formidable pression de démoralisation à laquelle nos enfants sont soumis... L'effondrement de la morale est question de vie ou de mort pour l'État libéral. Après avoir gaspillé l'héritage chrétien sur lequel il a vécu si longtemps... le moins que l'État libéral puisse faire est de ne pas isoler ses futurs citoyens de Celui qui est la Vérité, la Voie et la Vie.”*

La restauration d'une morale s'intéressant à l'homme réel, corps et âme, est une exigence de notre temps. Faute de quoi, une inexorable décadence marquera la société du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Pierre Valancony*

4) On peut, devant l'Assemblée nationale ou le Sénat, défendre n'importe quelle doctrine, même la plus farfelue, sauf si elle parle de religion. C'est un bel exemple du politiquement correct.

5) NDLR : C'est tellement vrai qu'en fait, officiellement, l'avortement n'est que “dépénalisé”.

6) Et pourtant les tentatives de création d'une morale sécularisée, éloignée de toute spiritualité, sont, dans le cours du temps, assez nombreuses.

## *Sur le Traité d'Utrecht.*

Le 11 avril 2013, les monarchistes traditionalistes se souviendront peut-être que trois cents ans auparavant, était signé à Utrecht un traité qui continue à influencer sur la politique française. Ce traité mettait fin à une des nombreuses guerres du règne de Louis XIV et prévoyait, entre autres clauses, la séparation de la Couronne de France et de la Couronne d'Espagne. En écrivant ceci, j'ai conscience d'aller un peu vite en besogne, car le petit-fils de Louis XIV, Philippe V d'Espagne, devait renoncer pour lui-même et pour sa descendance mâle à tout droit au trône de France. Tout a été dit sur la nullité de ces renonciations léonines, mais je voudrais attirer l'attention du lecteur sur le fait

que ce traité d'Utrecht, en introduisant une clause de nationalité dans la succession au trône de France, est en quelque sorte consubstantiel de l'idée de "nation", telle qu'elle sévit dans la politique française depuis près de trois cents ans.

En d'autres termes, il semble que les négociateurs français aient manqué dans cette affaire de pugnacité et de bon sens, en ne séparant pas les desiderata anglais de ne pas voir fondées en un seul État la France et l'Espagne de la revendication par la France des lois fondamentales, qui justement affirment dans notre pays le caractère automatique de la succession statutaire par primogéniture. Le fait que durant

la Guerre de Trente ans ait été évoquée la mainmise de la Couronne de France sur les Pays-Bas ne pouvait certes inspirer que de la méfiance aux négociateurs anglais à la fin de la Guerre de Succession d'Espagne, mais là encore, sous bénéfice d'inventaire, il apparaît que la diplomatie française a manqué d'à-propos. Avec Utrecht, la nationalité faisait son entrée au sommet de l'État français, et rien n'est venu depuis infirmer ce travestissement de la loi, la dévotion à la nation étant venu depuis trois cents ans remplacer celle à la couronne. Les descendants du Roi-Soleil n'ont malheureusement, jusqu'à présent, pu qu'avaliser cet état de fait.

*Henri Mesland*

## *Le "Grand Siècle" était aussi celui des libertés !*

*"Déclarons la pêche de la mer libre et commune à tous nos sujets auxquels nous permettons de faire, tant en mer que sur les grèves".*

(Ordonnance Royale d'Août 1681)

C'est par cette citation que Jean Kiffer, Président National de la Fédération Nationale des Pêcheurs Plaisanciers et Sportifs de France,<sup>1</sup> introduit son éditorial dans *Pêche et Plaisance*, Bulletin d'information officiel de la FNPPSF, du 17 mars 2008.

Outre les propos relatifs à la préparation du congrès annuel de la fédération, ce bulletin appelle ses lecteurs à la vigilance quant à l'éventuelle mise en place d'un permis de pêche en mer et se réfère, donc, aux libertés en vigueur sous Louis XIV pour en demander leur maintien.

Les acteurs non politisés de la vie économique et/ou associative sont de plus en plus nombreux à se rendre compte que l'ancienne France n'était pas ce que l'on raconte dans les manuels officiels et qu'il y faisait très souvent mieux vivre que dans l'actuelle "patrie de la Liberté" !

1) FNPPSF - BP N°14, 29393 Quimperlé cedex - Tél./Fax : 02 98 35 02 81.

## *Le Vœu de Louis XIII dans l'histoire de France*

L'an dernier, nous avons publié la *Lettre* signée de la main de Louis XVIII, datée du 5 août 1814 qui confirme la *Déclaration* signée de la main de Louis XIII, datée du 10 février 1638 et afférente à ce vœu.

Voici la *Lettre* signée par Louis XV, datée du 21 juillet 1738 qui la confirme également.

*“De par le Roi,*

*Comme le premier et le plus essentiel devoir des souverains est de faire régner, dans leurs États, l'Être suprême, par qui règnent tous les Rois de la terre, ils ne peuvent donner des marques trop publiques et trop éclatantes de leur parfaite soumission à la divine Majesté ; et comme c'est d'Elle seule qu'ils tiennent toute leur autorité, ils ne doivent pas se contenter des hommages qu'ils Lui rendent en personne, ils doivent encore encourager leurs sujets à concourir avec eux pour Lui marquer leur reconnaissance des bienfaits continuels qu'ils reçoivent de sa bonté. Pénétré de ces principes, nous n'avons rien eu plus à cœur depuis notre avènement à la couronne, que de maintenir, dans toute leur étendue, les établissements formés par la piété de nos ancêtres. Il n'en est guère de plus respectable que le vœu solennel de Louis XIII, de glorieuse mémoire. Ce prince, rempli des sentiments de la plus solide dévotion, avait éprouvé tant de fois les secours visibles du Ciel, soit dans le temps que son royaume fut agité par les troubles que l'hérésie entraîne nécessairement avec elle, soit dans les guerres suscitées par la jalousie de ses voisins, qu'il crut ne pouvoir donner un témoignage plus authentique de sa reconnaissance et de sa dévotion pour la très Sainte Vierge, qu'en mettant son royaume sous sa protection. Louis XIV, de glorieuse mémoire, notre très honoré seigneur et bisayeul, a suivi les mêmes principes et a ressenti pendant tout le cours de son règne, des effets signalés de cette puissante protection ; et comme nous ne pouvons suivre de plus grands exemples, que ceux de ces deux prédécesseurs, nous voulons que, cette année, qui est le centenaire, depuis que notre royaume reconnaît la Mère de Dieu pour sa patronne spéciale, soit en même temps l'époque du renouvellement, que nous faisons, de même établissement. C'est pourquoi je vous fais cette lettre, pour vous dire que mon intention est que, le matin du dimanche qui précédera la quinze août prochain, jour de l'Assomption de la très Sainte Vierge, vous fassiez faire commémoration de la déclaration de Louis XIII, du 10 février 1638, dans votre église métropolitaine et autres de votre diocèse, et qu'après les vêpres du jour de l'Assomption, il soit fait une procession avec toute la splendeur qu'il se pourra, à laquelle assisteront toutes les Compagnies supérieures et tous les Corps de ville, avec pareilles cérémonies que celles qui s'observent aux processions générales, ce que je veux être en toutes les églises tant paroissiales que des monastères, des villes, bourgs et villages de mon royaume, ainsi qu'il est particulièrement expliqué dans ladite déclaration, que je veux être observée exactement.*

*A Compiègne, le 21 juillet 1738*

*LOUIS*”

## *Activités annoncées*

- **Du dimanche 20 au vendredi 25 juillet 2008** : 18<sup>ème</sup> Session d'été de formation légitimiste -

Parmi les thèmes étudiés : *L'Action catholique*.

Au Centre d'accueil communal de la Bétangeais (35160 Monterfil).

Tarif (avec hébergement en dortoir à la Bétangeais) : 82 €.

Tarif réduit pour famille nombreuse : 41 € par enfant.

Renseignements et inscriptions auprès de : FBL (BP 10307, 35703 Rennes cedex 7 - Tél. : 09 71 31 10 40.

Courriel : fed.bretonnelegitimiste@orange.fr).

- **Samedi 6 et dimanche 7 septembre 2008** : Journées chouannes, dans les locaux de SA DPF à Chiré-en-Montreuil (86).

- **Samedi 27 et dimanche 28 septembre 2008** : 96<sup>ème</sup> pèlerinage légitimiste à Sainte-Anne d'Auray. Le plus ancien pèlerinage légitimiste de France, sous l'égide de l'UCLF, organisé par la FBL et le Cercle Georges Cadoudal (FBL (BP 10307 35703 Rennes cedex 7 - Tél. : 09 71 31 10 40.

Courriel : fed.bretonnelegitimiste@orange.fr).

## Messes pour la France et le Roi

### Juillet

- Vendredi 4 :

\* Abbé Gaspard - Messe à 07h30 - Prieuré St-Louis-Marie Grignon de Montfort, Gastines, 49380 Faye-d'Anjou.

\* Fraternité St-Dominique - Messe à 10h00 - Couvent de la Haye-aux-Bonshommes, 49240 Avrillé.

- Samedi 5 :

\* R.P. Avril - Messe à 07h45 - Notre-Dame de Salérans, 05300 Salérans.

\* Abbé Briols - Messe à 11h00 - École St-Jean-Baptiste de la Salle, 62690 Camblain-l'Abbé.

### Août

- Vendredi 1<sup>er</sup> :

\* Fraternité St-Dominique - Messe à 10h00 - Couvent de la Haye-aux-Bonshommes 49240 Avrillé.

\* Abbé Portier - Messe à 11h00 - La Bergette, 65100 Bartres.

- Samedi 2 :

\* R.P. Avril - Messe à 07h45 - Notre-Dame de Salérans, 05300 Salérans.

\* Couvent Saint-François - Messe à 07h00 - 69910 Villié-Morgon.

### Septembre

- Vendredi 5 :

\* Abbé Gaspard - Messe à 07h30 - Prieuré St-Louis-Marie Grignon de Montfort, Gastines, 49380 Faye-d'Anjou

\* Abbé Portier - Messe à 11h00 - La Bergette, 65100 Bartres.

- Samedi 6 :

\* Abbé Moulin - Messe à 07h15 - Abbaye St-Michel, 36290 St-Michel-en-Brenne.

\* Abbé Godard - Messe à 11h25 - Séminaire St-Curé d'Ars, 21150 Flavigny.



### Messes en l'honneur de saint Michel Archange

**Samedi 5 juillet :**

\* Couvent St-François - Messe à 07h00 - 69910 Villié-Morgon.

**Samedi 2 août :**

\* Abbé Briols - Messe à 11h00 - École

St-Jean-Baptiste de la Salle, 62690 Camblain-l'Abbé.

**Samedi 6 septembre :**

\* Abbé Verrier - Messe à 11h00 - Prieuré Notre-Dame de Béthléem, 70160 Favernay.

**Chaque trimestre, les messes ne peuvent être célébrées que grâce au soutien des donateurs.**

**Si vous voulez nous aider, envoyez vos dons à :**

**UFUR - Le Paradis, 28250 Louvilliers-les-Perche.**

*Les honoraires de messes sont fixés à 16 € l'unité.*

## Communiqué

### La voix des anges

Des petites filles qui jouent à la marelle... Quelques petits garçons qui jouent aux billes... des enfants heureux dans une cour de récréation d'une école... Cela existe-t-il encore ?

Oui, mais cela devient rare, et tout en les regardant, je méditais en imaginant la voix de leurs anges gardiens, purs esprits qui contemplent Dieu, mais qui voient les démons que nous ne voyons pas, et que la Providence a chargés de les en préserver, autant qu'ils le voudront bien !

Ce qu'ils pensent ces anges ; ce qu'ils peuvent se dire entre eux ?

*“Hélas, ces enfants si fragiles encore, sont exposés à de terribles dangers ! A commencer par le risque de perdre la Foi ; ou de ne pas la trouver, dans un monde matérialiste qui leur propose des écoles gratuites, sans Dieu ! **Et combien rares ceux qui prient pour eux !**”.*

Et nous, cher lecteur, pensons-nous parfois à prier pour ces milliers d'enfants qui se perdront si le Bon Dieu ne vient leur apporter le secours de Sa Grâce ?

*“Hélas, nous disent leurs anges, comment les conduire à Jésus qui leur tend les bras, dans les cours d'écoles sans Dieu, où les guettent la drogue, le racket, le sexe, les mauvais exemples, la violence, et la magie d'Internet et des jeux vidéos ! **Et combien rares sont ceux qui prient pour eux !**”.*

Et nous, cher lecteur, prions-nous pour eux la Reine des anges pour qu'Elle décuple leurs pouvoirs et qu'ils déploient leurs ailes autour d'eux pour les protéger ?

Pourtant, certains de ces anges ne disent-ils pas : *“Mon petit protégé a le privilège d'être né dans une famille catholique qui s'efforce de les préserver contre le monde qui l'entoure ! Mais à quel prix ! Accusés de sectarisme ! Menacés par un État qui voudrait leur arracher l'éducation de leurs enfants : ou leur imposer, dès l'âge de trois ans, la morale qu'il leur a préparé ! **Et qui donc prie pour ces familles ? Qui songe à les informer des dangers qui les menacent, et à leur donner les moyens de les combattre ?**”.*

Et nous, cher lecteur, prions-nous pour de si urgentes intentions ? Que faisons-nous pour informer autour de nous les familles qui en ont un besoin pressant ?

Et puis, d'autres anges m'ont dit à l'oreille : *“Mon petit protégé est bien né dans une famille chrétienne... Mais ils sont pauvres ! Trop pauvres pour que leurs parents puissent leur payer une école où on leur apprend à aimer Jésus. Il est en danger de se perdre s'il est rejeté dans une école laïque, gratuite et obligatoire dont ses fondateurs se vantaient qu'elle “est un moule où l'on jette un fils de chrétien et d'où il sort un renégat””.*

### **Et pour ces enfants-là, cher lecteur, que ferons-nous ?**

Prier, certes, car c'est l'essentiel... Mais vaine est la Foi sans les œuvres, nous disent les Apôtres !

La charité chrétienne ne peut rester indifférente à cet appel des anges gardiens des petits enfants, que vous pouvez entendre comme en y réfléchissant.

Par ma pauvre plume, le CEFOP vient donc à nouveau vous solliciter pour contribuer, par vos aumônes, à notre effort de solidarité en faveur des familles les plus pauvres, pour que notre service boursier ne les déçoive pas !

Des centaines de petits enfants espèrent que nous pourrons aider leurs parents à “payer” pour eux une scolarité catholique !

### **Entendez la voix de leurs anges gardiens !**

Et souvenez-vous qu'au jour du Jugement, il vous sera dit :

**“Ce que vous avez fait au plus petit d'entre eux, c'est à Moi que vous l'avez fait !”.**

**CEFOP,  
Les Guillots, 18260 Villegenon**

**Pour une scolarité catholique,  
Votre dévoué  
A.-M. Bonnet de Viller**

Ce communiqué nous conduit à rappeler qu'une “école catholique” n'est pas une “école laïque” où l'on récite le chapelet... C'est une école où toutes les matières, les profanes comme les religieuses, sont enseignées dans la perspective et le respect de la loi divine, naturelle autant que surnaturelle ! C'est une école où, conformément au plan divin, se développent la nature et la surnature des enfants qui lui sont confiés !

La Rédaction

## Livre reçu

*De l'illusion démocratique au réalisme social*, par Adrien Loubier (Editions Sainte-Jeanne d'Arc, Les Guillots, 18260 Villegenon).

Plusieurs siècles sont parfois nécessaires pour que l'illusion d'un sophisme fasse son chemin parmi les esprits faux, et finisse par produire une théorie que des hommes pervers s'efforcent de mettre en pratique. C'est ainsi que nous découvrons, chez un théologien du XVI<sup>e</sup> siècle, les illusions d'une "démocratie hypothétique", qui firent surface avec Rousseau au XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui bouleversent le monde depuis.

Cette théorie méritait d'être connue, ainsi que l'auteur de l'essai la décrit de façon critique.

Face à ces erreurs de l'intellectualisme, on trouvera ici un rappel des fondements de la cité : d'abord la famille, que les États "modernes" s'appliquent à détruire, sans laquelle les tours de Babel de la démocratie universelle ne sont que des châteaux de cartes qui s'écroulent les uns sur les autres ; ensuite le réalisme social, sur lequel peuvent se construire des sociétés viables et durables, telles que les figurent encore nos vieux villages de la France profonde.

## Revue de presse

*La Gazette Royale* recense, ici, les revues ou publications qui lui sont parvenues au cours des derniers mois. La présence ici, de telle ou telle, ne signifie en rien que *La Gazette Royale* fait siennes les opinions qui y sont exprimées et/ou les positions qui y sont prises.

### La Blanche Hermine

(Fédération Bretonne Légitimiste,  
BP 10307, 35703 Rennes cedex 7)

Au sommaire du n° 65 - mars-avril 2008 : *Message de Monseigneur le duc d'Anjou. En bref. Et si le Comte de Chambord avait raison. Les institutions : le droit divin providentiel, mythe ou réalité dans la pensée de Bossuet (III). Origine de l'hermine dans les armes de Bretagne. Les Pages de notre Histoire : la Bretagne dans la Révolution. La Contre-révolution en œuvre : l'embarquement pour Jersey (V). Notes de lectures. Activités.*

### La Durbelière

(J-L. Caffarel, Sept Lys,  
13 avenue du Mal Leclerc,  
77230 Dammartin-en-Geole)

Au sommaire du n° 101 - décembre 2007 - janvier-février-mars 2008 : *Éditorial de J-L. Caffarel (Notre Père qui êtes aux cieux. Le tutoiement tout d'abord. Le blasphème. Perte du sacré). Sarkozy le caméléon... Message de Monseigneur le duc d'Anjou à l'occasion des céré-*

*monies du 21 janvier 2008. Le Chef de la Maison de Bourbon, Monseigneur le duc d'Anjou, aux obsèques du Grand Maître de l'Ordre de Malte. Nicolas Sarkozy et l'Islam. Banquet de La Durbelière le 25 mai 2008. Pacte-Infos : 09 52 53 86 98 : Bulletin hebdomadaire téléphonique d'informations du Pacte Missionnaire Catholique Légitimiste Français.*

### Savoir

(Association Vendée Militaire,  
2 avenue de la Gare,  
49123 Ingrandes-sur-Loire)

Au sommaire du n° 84 - avril 2008 : *La lettre aux amis de la Vendée Militaire. La fin du général Stofflet. Carnet de la Vendée Militaire. Veillées vendéennes et Journées vendéennes. François Hamon, dit l'Intrépide, capitaine de Longuefuye (Mayenne). Les colonnes infernales à Saint-Aubin-du-Plain. Chronique du collectionneur : États de service de Jean Tricard. Balisson de*

*Rougemont, un barde des Bourbons et de la Vendée sous la Restauration. La Vendée Militaire en mouvement. Le coin des descendants.*

### La Lettre Royale

(Trimestriel édité par :  
*Les Lys de France* - BP 80 434,  
75327 Paris cedex)

Le numéro 3 est entièrement consacré au tricentenaire de la mort de Vauban.

### Le Lien Légitimiste

(10 place Foire-le-Roi,  
37000 Tours)

Au sommaire du n° 20 - mars-avril 2008 : *Principe et réalité. La Varenne, héraut de la légitimité. A propos de choses diverses qui courent ici ou là... Dis-moi comment tu écris l'Histoire. L'Économie de la Révolution française.*

### Lecture et Tradition

(D.P.F. - BP 1,  
86190 Chiré-en-Montreuil)

Au sommaire du n° 367-368 - septembre-octobre 2008 : *Entretien avec Laurent Lagartempe. 80 ans*

au pays des trois rivières. Présence de Claire Ferchaud. Un évêque français entre crise et renouveau de l'Église. Peut-on être chrétien et franc-maçon ? Contre-enquête sur l'affaire Louis XVII. Legenda. Entretien avec Philippe Prévost. Le christianisme va-t-il disparaître ? Riaumont, passion et résurrection. Lettre à un étudiant sur Bonald et Maurras. La paix pour dix ans. Un aspect des origines de la révolution française.

### Lectures Françaises

(SA D.P.F. - BP 1,  
86190 Chiré-en-Montreuil)

Au sommaire du n° 611 - mars 2008 : *Les exigences du pouvoir. Carnet par dates. Poitiers sous les feux de la rampe. Une nouvelle loi pour détruire l'identité espagnole. La fronde des élus UMP. Les ambitions de M. Moscovici. Le rituel mondialiste de Davos. L'émoi des F.M.. Pierre Lambert ou cinquante ans de militantisme révolutionnaire. Le Techtonic, son influence et son "business". Les choix de Libération. Nouvelles d'Israël. Dans notre courrier. La chute dans les sondages. Échos et rumeurs. Le mondialisme en marche. La vie des livres. Un catalogue de livres pour répondre à la désinformation.*

Au sommaire du n° 612 - avril 2008 : *La démocratie sauvée. Carnet par dates. La mort aux trousses (A propos de l'euthanasie). Élections municipales. Élections cantonales. L'embryon en question. Le lobby de l'audiovisuel. Bon sens pré-électoral de M. Estrosi. Générosité et chute. Les pudeurs des syndicats. Les pouvoirs de la Halde. Nouvelle improvisation malheureuse sur La Mémoire. Dans*

*notre courrier. Vers la fin de la "Françafrique" ? Échos et rumeurs. Le mondialisme en marche. Les idiots utiles du castisme. Ils nous ont quittés. La vie des livres. Une lucrative supercherie : une fillette chez les loups. Un catalogue de livres pour répondre à la désinformation.*

### Sous la Bannière

(Les Guillots,  
18260 Villegenon)

Au sommaire du n° 136 - mars-avril 2008 : *La chronique d'Augsbourg. Benoît XVI et les dieux païens du sexe. A Rome, l'apostasie immanente. In memoriam : Pierre de Villemarest. La France en dissolution. Frédéric Bastiat. Sur les origines de l'Islam.*

### Bulletin de la famille

#### La Rochejaquelein

(C<sup>ne</sup> de Vaisseau Hubert de Fougère,  
rue Victor Retailleau,  
49300 Cholet)

Au sommaire du numéro de l'année 2008 : *Le mot de la Présidente. Assemblée Générale. Accueil de T. de l'Espinay. Point d'histoire. Témoignages familiaux. Noël orthodoxe. Mots d'enfants. Le permis de conduire. Les lecteurs nous écrivent. Des résistants authentiques. Paris 34 Picpus. Le Deffend. De Yorktown à Azylum. Carnet d'état civil. Souvenirs de Syrie. Ça ira. Comynnes. Subjonctif. Épitaphe. Piété fraternelle. Extraits du dernier C.A.. Mot de la Rédaction. AGO, rendez-vous le 5 juillet 2008 chez M. l'abbé Jehan de Durat, Ramberge, 85130 La Gaubretière.*

### Le Sel de la Terre

(Couvent de la Haye-aux-Bonshommes, 49240 Avrillé)

Au sommaire du n° 64 : *Vérité entière ou vérité diminuée ? "Soyez féconds, multipliez-vous". Le mondialisme, la Bible et le Talmud. La médiation universelle de la Sainte Vierge. Signification du message de Notre-Dame de Lourdes. Lourdes, remède pour notre temps (cardinal Pie). Allons à la source... L'Annonciation. O bienheureuse Trinité ! (II). Les justes et les pécheurs. L'empire turc et les chrétiens. Le libéralisme, bouée de sauvetage du marxisme. Garcia Moreno, président de l'Équateur (1821-1875). Enlèvement et mort de Mgr Rahho. Merci, Monseigneur Bouilleret ! Mgr Ngo Dinh Thuc et le communisme.*

### Courrier de Rome, Si si no no

(BP 156,

78001 Versailles cedex)

Au sommaire du n° 309 - mars 2008 : *A propos des deux herméneutiques de Vatican II, mythe ou réalité ? L'effritement de l'autorité du Concile. 1962-Révolution dans l'Église : brève chronique de l'occupation néomoderniste de l'Église conciliaire - vers la "solution finale" du catholicisme.*

### Society of saint Pie X :

**newsletter of the District of Asia**  
(Killiney Road Singapore 239551)

Au sommaire de la lettre d'octobre 2007 à mars 2008 : *Fourth secret of Fatima. Superior General's letter. Legion of Mary. Joy of suffering (part. 3). La Dolorosa of Quito. 10 years of Bethany. Chronicle of the District. Photo album. Schedule of masses. Addresses of mass centers.*



## Manifeste légitimiste

N'oubliez pas de commander pour vous-même ou pour offrir le :

**Manifeste légitimiste**

## Manifeste légitimiste

### *La table des matières :*

- Introduction à la politique,
- Légitimité naturelle et légitimité théologique,
- Autorité et institutions politiques,
- Du bon exercice de l'autorité royale,
- La légitimité contestée,
- Les corporations : utopie ou idée neuve ?
- Deux pièges en temps de crise : naturalisme et providentialisme,
- Essai sur le libéralisme pratique. Action du catholique dans une société révolutionnaire,
- Légitimiste et légitimité,
- Conclusion et perspective,
- Index des noms cités.

Le **Manifeste légitimiste** est à commandé auprès de **Mme L-E. du Bouexic, Pinieux, 56220 Limerzel**, au prix de **24,00 euros**, franco de port, chèque à l'ordre de l'**U.C.L.F.**

## **Carnet du Jour**

*" Information non disponible "*

### **Sommaire**

<i>Ça peut s'arranger !</i> .....	<i>p. 1</i>
<i>Une nouvelle pierre philosophale : l'Europe de la Défense</i> .....	<i>p. 2</i>
<i>"Si un aveugle conduit un autre aveugle"</i> .....	<i>p. 3</i>
<i>Le Liban au bord de l'embrasement</i> .....	<i>p. 5</i>
<i>Sites Internet à visiter</i> .....	<i>p. 6</i>
<i>Quelques nouvelles sur la politique américaine</i> .....	<i>p. 7</i>
<i>La France au fil des jours</i> .....	<i>p. 8</i>
<i>Garcia Moreno (1821-1875) ou l'inexpérience politique</i> .....	<i>p. 9</i>
<i>L'Union soviétique et la question allemande</i> .....	<i>p. 11</i>
<i>Un anniversaire : le 17 juin 1689</i> .....	<i>p. 11</i>
<i>Les cuillers du curé breton...</i> .....	<i>p. 13</i>
<i>La société a-t-elle besoin d'artistes et de savants ?</i> .....	<i>p. 14</i>
<i>L'avenir de la Morale</i> .....	<i>p. 16</i>
<i>Sur le Traité d'Utrecht</i> .....	<i>p. 18</i>
<i>Le "Grand Siècle" était aussi celui des libertés !</i> .....	<i>p. 18</i>
<i>Le vœu de Louis XIII dans l'histoire de France</i> .....	<i>p. 19</i>
<i>Activités annoncées</i> .....	<i>p. 19</i>
<i>Messes pour la France et le Roi</i> .....	<i>p. 20</i>
<i>Communiqué</i> .....	<i>p. 21</i>
<i>Livre reçu</i> .....	<i>p. 22</i>
<i>Revue de presse</i> .....	<i>p. 22</i>
<i>Carnet du jour</i> .....	<i>p. 24</i>

### Abonnement - secrétariat

Afin de ne pas surcharger le travail de secrétariat, nous remercions les lecteurs de **La Gazette Royale** de bien vouloir renouveler spontanément leur abonnement, sans attendre de lettre de rappel.

Les (ré)abonnements sont à libeller à l'ordre de l'U.C.L.F. et à adresser à :

U.C.L.F.,

M. Hugues Saclier de la Bâtie  
Château de Bonnezeaux  
49380 Thouarcé.

Tél. : 02.41.54.16.89

Abonnement normal .....15,00 €

Abonnement électronique .....10,00 €

Abonnement étranger .....17,00 €

Abonnement de soutien.....20,00 €

C.C.P. La Source 747 47 M

Imprimé par : association Union des Cercles Légitimistes de France.

Directeur de la publication : H. Saclier de la Bâtie.

Président : Hugues Saclier de la Bâtie.

Rédacteur en Chef : Dominique Coudé.

Vice-président : Pierre Coëtquen.

UCLF : Château de Bonnezeaux, 49380 Thouarcé.

Dépôt légal : juin 2008

courriel : uclf.@worldonline.fr